

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion

SERVAIR
GABON

Tel : (+241) 01 73 69 51 / (+241) 05 99 52 01
Email : gp.traiteur@servair.ga

*Votre traiteur
d'excellence*



MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

VIE ÉCONOMIQUE

EXTRAIT DU RAPPORT DU FMI
SPÉCIAL GABON



Lire p. 4

ROYAL AIR MAROC ENRICHIT SA FLOTTE



Lire p. 8

TIC

QU'EST-CE QUE LE LI-FI ?



Lire p.16

DÉVELOPPEMENT DURABLE

AIR FRANCE DANS LES AIRS ET SUR TERRE



Lire p.17

Dossier

PÉTROLE – GAZ – MINES

LE CŒUR DE LA CROISSANCE



PERENCO : LE SPÉCIALISTE DE L'EXPLOITATION DES CHAMPS MATURES

TOTAL : PRÉSENT SUR TOUTE LA CHAÎNE DE VALEUR DE L'ÉNERGIE

COMILOG : D'IMPORTANTES PROJETS POUR 2019

Prochain numéro :

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE - TIC

N°73
AVRIL
2019



MOUILA, USINE CERTIFIÉE !



La sécurité alimentaire
de l'ensemble de nos
produits est garantie.



La santé et la sécurité
de nos agents sont
assurées sur notre site
de production.



Notre activité est
durable car tous nos
déchets sont traités
et notre impact
environnemental
est maîtrisé

Sommaire N°72

VIE ÉCONOMIQUE

4-9

LES FLUX INTERNATIONAUX DE COMMERCE, DE CAPITAUX, D'INFORMATIONS ET DE PERSONNES p.6

PLUS QUE JAMAIS L'AFRIQUE A BESOIN DE SES JEUNES POUR MODERNISER SON AGRICULTURE p.7

DOSSIER

10-15



LE CŒUR DE LA CROISSANCE

TIC

16

QU'EST-CE QUE LE LI-FI ? p.16

CONSO & SANTÉ

18

ARV : UNE LUEUR D'ESPOIR GRÂCE À UNE RÉPONSE COMBINÉE GOUVERNEMENT – PARTENAIRES p.18

HORAIRES AFRIJET p.18

Édito

LES RESSOURCES ÉCONOMIQUES DU GABON EN QUELQUES CHIFFRES

Par Anne-Marie Jobin

Au Gabon, le pétrole représente aujourd'hui **51 % du PIB**, 85 % de ses exportations et plus de 65 % de ses recettes budgétaires.

En 1997, la production pétrolière du pays atteignait un plafond record de 18,56 millions de tonnes, soit environ 135 millions de barils. Le Gabon se plaçait alors au 3^e rang des pays producteurs d'Afrique subsaharienne, après le Nigéria et l'Angola.

QU'EN EST IL AUJOURD'HUI ?

En volume, les exportations ont toutefois baissé de près de 6 % en 2017, à 9,8 millions de tonnes, suivant la tendance baissière liées par l'arrivée à maturation des champs exploités et à la diminution conjoncturelle des investissements dans le secteur.

Dans un contexte d'atonie économique en 2017, l'augmentation du prix des matières premières a entraîné une hausse des exportations gabonaises (+16 %) pour atteindre 2 547 milliards de F CFA, soit 3,9 milliards d'euros.

Dans le même temps, la stabilité des importations (+0,27 %, 1 343 milliards de F CFA) s'est traduite par une augmentation significative du solde de la balance commerciale du pays qui est passé de 863 milliards de F CFA en 2016 à 1 203 milliards de F CFA en 2017.

Mais dans l'ensemble, le commerce extérieur du Gabon reste dominé par les secteurs du pétrole, des mines et de la forêt. En valeur, les exportations ont augmenté de 16 % en 2017 par rapport à 2016 (2 547 milliards de F CFA), portées par la hausse des exportations de manganèse (+39 %, à 107 milliards de F CFA), de ferro-silicomanganèse (+113,4 %, à 11 milliards de F CFA) et de pétrole (+19 %, à 2 070 milliards de F CFA), dans un contexte d'appréciation des cours du baril tout au long de l'année.

Durant cette période, le pétrole et ses dérivés ont de nouveau représenté plus de 86 % du total des ventes à l'extérieur du Gabon, se rapprochant des niveaux antérieurs (90 % en 2015, 79 % en 2016).

Quant à elles, les exportations de minerai de manganèse ont augmenté de plus de 20 % en volume, corrélativement à une hausse de la production de 44 %, dont celle de la Comilog (Eramet). Par ailleurs, l'entrée en phase de production de la Nouvelle Gabon Mining et la reprise des activités de la Compagnie industrielle et commerciale des mines de Huazhou (CICMHZ), ont également participé à cette embellie.

Deuxième poste d'exportation, les ventes de bois restent stables en volume (790 905 tonnes), mais augmentent de plus de 9 % en valeur, à 280 milliards de F CFA, tandis que celles d'or brut sont passées à 226 tonnes, contre 117 en 2016 (+92 %).

Par ailleurs, débutées en 2016, les ventes d'huile de palme se sont poursuivies en 2017 avec une augmentation de 52,8 % en valeur, à 2,3 milliards de F CFA, traduisant l'évolution positive de la production du groupe singapourien OLAM qui a investi massivement dans la filière ces dernières années ■

Directeur de la publication
Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction
Anne-Marie JOBIN
Rédacteur en Chef - Éditorialiste
Cel. : +241 05 30 18 80

Nancy DIGOMBE
Secrétaire de Rédaction
laredaction@economie-gabon.com

Responsable Multimédia
Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution
Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Stratégie & Développement
Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Publicité & Marketing :
241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur Artistique & Infographie
Donald Ella

Impression : Multipress
Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales
MOBILITY MEDIA AFRICA Société
éditrice de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM
N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution
d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/
DCOM du 3 juin 2010

Siège social
Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.ga
Facebook : facebook.com/economiegabon.plus
Twitter : twitter.com/EconomieGabon



Nancy DIGOMBÉ
Notre secrétaire de rédaction

EXTRAIT DU RAPPORT DU FMI SPÉCIAL GABON

ÉVOLUTION RÉCENTE ET MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME



Crédit photo : © DR

La situation macroéconomique s'améliore : l'activité économique reprend lentement et les positions extérieures et budgétaires se sont quelque peu améliorées grâce aux cours élevés du pétrole.

La rédaction

Croissance. Une reprise de la croissance réelle est prévue en 2018, mais à un rythme plus lent (1,2 %) que les prévisions (2 %), à cause d'une production pétrolière plus faible que prévu jusqu'au troisième trimestre de 2018 et d'une mise en œuvre plus lente du programme d'investissements publics.

Inflation. L'inflation est montée à 3,4 % (moyenne sur 12 mois) en septembre 2018 (contre 2,7 % en décembre 2017), sous l'influence d'une hausse des prix alimentaires et de la répercussion des cours internationaux du pétrole, également plus élevés.

Position extérieure. L'amélioration de la balance commerciale est attribuable à la stagnation de la croissance des importations, particulièrement pour les biens de consommation. Malgré l'amélioration des termes d'échange, le rebond des exportations s'avère plus faible que prévu à cause du volume décevant de la production pétrolière et d'un déraillement qui a perturbé brièvement les expéditions de manganèse plus tôt cette année.

Politique budgétaire. À la fin septembre 2018, les recettes non pétrolières étaient supérieures aux objectifs fixés, témoignant ainsi du renforcement de l'administration des recettes et de l'impact des nouvelles mesures envisagées dans la loi de finances rectificative de 2018. Cependant, les dépenses ont également dépassé les niveaux programmés. Globalement, le déficit primaire hors pétrole à la fin septembre 2018 (5,4 % du PIB hors pétrole) est inférieur à l'objectif

ajusté du programme (6,0 % du PIB hors pétrole).

Dette. À la fin novembre, les autorités ont fait état d'une accumulation de 9,4 mds de F CFA en nouveaux arriérés officiels, extérieurs et garantis, dont 8,5 mds ont été apurés. Il restait également une accumulation de 5,1 mds de FCFA d'arriérés commerciaux non garantis que les autorités prévoient d'apurer d'ici la fin décembre 2018.

Politique monétaire et secteur bancaire. La croissance de la masse monétaire au sens large atteignait 23 % (en glissement annuel) à la fin septembre 2018, principalement sous l'effet d'une augmentation des dépôts du secteur privé. Le crédit au secteur privé a également augmenté de 4,7 % (en glissement annuel). Les risques macrofinanciers sont globalement maîtrisés, la solvabilité des banques paraissant stable. Cependant, la qualité des actifs continue de se détériorer lentement, les prêts improductifs et en souffrance représentant respectivement 10 % et 15 % des prêts bruts à la fin août 2018. Le provisionnement des prêts improductifs reste adéquat avec un taux de couverture de plus de 90 %.

LES RÉSULTATS DE LA CONDITIONNALITÉ DU PROGRAMME ÉTAIENT FAIBLES JUSQU'À FIN JUIN 2018.

Deux des quatre critères de réalisation quantitatifs n'étaient pas respectés fin juin 2018 (les cas de non-respect étant inférieurs aux esti-

mations communiquées au conseil d'administration lors de la deuxième revue), ni le plafond permanent de zéro pour les arriérés extérieurs. Le conseil d'administration a octroyé une dérogation pour le non-respect de ces critères à l'issue de la deuxième revue. Les deux autres critères de réalisation quantitatifs (pour lesquels les données n'étaient pas disponibles au moment de l'achèvement de la deuxième revue et des demandes de dérogations) ont été respectés. Les trois objectifs indicatifs n'ont pas été atteints.

LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME S'EST AMÉLIORÉE DEPUIS LA DEUXIÈME REVUE

Cinq des sept objectifs indicatifs pour la fin septembre 2018 ont été atteints. La réduction ciblée des arriérés intérieurs n'a pas été réalisée, ce qui reflète la faiblesse de la gestion de la trésorerie. Les dépenses de protection sociale sont inférieures à l'objectif en raison de la faiblesse de l'exécution des investissements publics et des retards connexes dans le processus d'appel d'offres. Le critère de réalisation quantitatif continu portant sur l'accumulation de nouveaux arriérés extérieurs par l'administration centrale n'a pas été respecté. Les réformes soutenues par le programme ont progressé et la plupart des repères structurels ont été respectés, mais avec un certain retard. Les autorités ont bien mis en œuvre l'ensemble des mesures correctives prévues dans la loi de finances rectificative de 2018. En outre, un comité spécial de suivi

du programme appuyé par le FMI a été mis sur pied afin d'améliorer la mise en œuvre et la coordination du programme dans l'ensemble de l'administration.

PERSPECTIVES ET RISQUES MACRO-ÉCONOMIQUES

Les perspectives à court terme sont légèrement moins favorables que prévu lors de la deuxième revue, à cause d'un ajustement budgétaire prolongé. La croissance du PIB a été révisée à 3,1 % en 2019 (contre 3,4 % auparavant). Bien que les perspectives du secteur pétrolier s'améliorent grâce aux nouvelles capacités de production entrées en service à la fin de 2018, la consolidation budgétaire et la lenteur de l'apurement des arriérés intérieurs continuent de peser sur la croissance à court terme. L'inflation devrait atteindre 4,0 % cette année et 3,0 % en 2019, l'impact de la hausse des prix à la pompe étant éliminé du panier de consommation. La dette publique devrait passer de 61,7 % en 2017 à 53,1 % fin 2019.

LES PERSPECTIVES À MOYEN TERME RESTENT PROMETTEUSES.

La croissance hors pétrole devrait augmenter progressivement pour atteindre environ 5 % à moyen terme, à mesure que les projets agro-industriels et miniers arriveront à maturité. L'augmentation des investissements dans le secteur pétrolier devrait contribuer à stabiliser la production, conformément à la tendance baissière à long terme au Gabon (d'environ -1 % par an), ce qui favorisera une

augmentation progressive de la croissance globale jusqu'à 4 ou 5 % en 2022-23. L'inflation devrait rester inférieure à 3 %. Le solde des transactions courantes devrait devenir excédentaire à partir de 2020 du fait de l'expansion continue des exportations non pétrolières, notamment de manganèse et d'huile de palme, ainsi que de la stabilité des prix de l'huile.

LES ALÉAS INFLUANT SUR LES PERSPECTIVES RESTENT BAISSIERS

Le risque le plus immédiat est l'échec de la mise en œuvre de la consolidation budgétaire prévue et des réformes essentielles afin de préserver la stabilité macroéconomique et de soutenir la croissance. Parmi les autres risques figurent une production pétrolière plus faible que prévu et (ou) une baisse des cours du pétrole sur les marchés mondiaux, une croissance mondiale moins forte et un resserrement marqué des conditions financières mondiales. Du côté positif, la croissance à moyen terme pourrait être plus forte si les investisseurs mettaient en œuvre tous leurs projets financés par des investissements étrangers directs, y compris ceux liés aux récentes découvertes de pétrole offshore. Compte tenu de l'incertitude entourant l'ampleur et le calendrier de ces projets, le scénario de référence des services du FMI ne tient compte que d'une partie de l'activité économique et des investissements étrangers directs prévus dans le cadre des projets en cours, à l'exclusion des nouveaux projets ■

Source : FMI

« GOÛT DE FRANCE » 20-21 MARS 2019 :

Pour la cinquième année consécutive, l'événement international « Goût de France » aura lieu dans le monde et au Gabon. Orchestrée par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, cette opération vise à faire rayonner l'excellence de la cuisine française à l'international.

L'édition 2019 aura pour fil rouge le développement durable et la gastronomie responsable. À ce titre, l'opération soutiendra la fondation « No More Plastic », qui œuvre pour la protection des océans et la réduction du plastique.

Au Gabon, sept établissements ont confirmé leur participation pour la 5ème édition de « Goût de France » :

- à Libreville : chez Marco, Le Lokua, Le Beach Club, Le Confidentiel, Pelisson et l'IF Café ;
- à Port-Gentil : le Mandji

Source : Ambassade de France



UA-ÉCONOMIE : L'AFRIQUE POURSUIT SA PROGRESSION

L'Afrique est encore loin de la Chine ou de l'Inde, mais elle poursuit sa progression. C'est l'un des messages de la Banque Africaine de Développement (BAD). Cette banque a présenté, vendredi 8 février à Addis-Abeba, son rapport sur les perspectives économiques du continent pour 2019. De 3,5 % en 2018, la croissance devrait monter à 4 % cette année. L'Afrique de l'Est continue de mener la danse avec près de six points de progression du PIB, devant l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest, Centrale et enfin l'Afrique australe, pénalisée par les difficultés de l'Afrique du Sud. Du côté de la BAD on se veut plutôt positif.

La rédaction

« L'Afrique est en marche », explique Gabriel Negatu de la **Banque africaine de développement (BAD)**. Sa collègue Hanan Morsy renchérit : « Le continent bénéficie d'une croissance plus importante que les autres marchés émergents et économies en développement ».

GROSSISSEMENT DE LA DETTE

Et cette croissance, la BAD la juge de « meilleure qualité ». Ses fruits sont davantage utilisés pour réinvestir et pour



Crédit photo : © DR

améliorer les exportations. Et cette amélioration de la situation économique globale a permis à de nombreux pays de prendre de l'assurance, jusqu'à emprunter de l'argent sur les marchés financiers. Selon les experts, le point noir est que de ce fait, la dette globale a grossi : 34 % du PIB africain il y a dix ans, 58 % aujourd'hui.

Mais il existe des différences entre les États. Monsieur Hanan Morsy conclut qu'effectivement, « il y a une vulnérabilité due à la dette, et c'est un motif d'inquiétude pour certains pays du continent. Mais globalement, il n'y a pas de risque qui mette en danger tout le système ».

LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE, UN ESPOIR

L'industrie demeure la principale pourvoyeuse d'emplois en Afrique et quand elle se met en marche, elle entraîne les autres secteurs (services et agriculture). Mais il reste un problème lié à la taille des entreprises. Selon Hana Morsy, « ce n'est pas uniquement une question d'avoir surtout des petites entreprises, le souci est qu'elles ne grossissent pas. Elles ne deviennent pas des moyennes ou des grandes ». La Banque africaine de développement place toutefois beaucoup d'espoirs dans l'entrée en vigueur attendue de la zone de libre-échange. Peut-être en juillet 2019 ■

Source : rfi.fr/afrique

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Le Gabon obtient un prêt de 200 millions de dollars pour soutenir la mise en œuvre du Plan de Relance de l'Économie

LIBREVILLE – 25 février 2019 – La Banque mondiale vient d'octroyer un prêt de 200 millions de dollars au Gabon afin de soutenir le pays dans ses efforts d'assainissement budgétaire et de diversification de l'économie.

Cette opération est la seconde d'une série de deux financements à l'appui des politiques de développement en matière de consolidation budgétaire et de croissance inclusive au bénéfice de la République du Gabon.

L'appui budgétaire fait partie d'une réponse coordonnée à la récente crise économique du gouvernement, des pays membres de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et des différents partenaires techniques et financiers. Aussi, les réformes soutenues dans le cadre de cet appui budgétaire sont-elles alignées sur le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) et le récent Plan de Relance de l'Économie (PRE) du Gabon.

L'opération s'articule autour de trois axes stratégiques comprenant chacun plusieurs domaines. Le premier axe concerne le renforcement de la soutenabilité financière et de l'efficacité de la gestion des finances publiques. Il s'agit plus particulièrement d'accroître l'efficacité et la transparence de la collecte de recettes, de contrôler l'évolution de la masse salariale, d'améliorer la performance des agents publics, mais aussi l'efficacité et la transparence des dépenses publiques. Le second axe a pour objectif de renforcer la compétitivité du Gabon grâce à l'amélioration du climat des affaires et au renforcement des services des TIC.

Quant au troisième et dernier axe, il cible les Gabonais économiquement faibles. Cet axe permettra de jeter les bases de l'amélioration de l'efficacité de la prestation des soins de santé, notamment les soins de santé primaires, et d'accroître l'efficacité des filets sociaux ■



Plus de
74
Exposants



Plus de
2 863
Visiteurs



Plus de
47
Pays participants

**Principale plateforme en Afrique Centrale
et de l'Ouest pour la transformation
du bois et des produits forestiers**

24 - 26 Juin 2019
Jardin Botanique, Libreville, Gabon

RÉSERVEZ VOTRE ESPACE!



+971 4 39 23232
info@gabonwoodshow.com

www.gabonwoodshow.com

LES FLUX INTERNATIONAUX DE COMMERCE, DE CAPITAUX, D'INFORMATIONS ET DE PERSONNES...

Les flux internationaux de commerce, de capitaux, d'informations et de personnes ont tous connu une intensification significative pour la première fois depuis 2007. L'île Maurice est le pays le plus connecté d'Afrique subsaharienne, le Mozambique est désigné comme l'un des pays où les flux internationaux dépassent le plus les prévisions.

La rédaction

Une analyse détaillée de la mondialisation, mesurée par les flux internationaux du commerce, des capitaux, des informations et des personnes, vient d'être publiée. Le nouveau rapport GCI constitue la première évaluation exhaustive des développements de la mondialisation dans 169 pays et territoires depuis le référendum sur le Brexit au Royaume-Uni et l'élection présidentielle américaine en 2016. Malgré des tensions anti-mondialisation croissantes dans de nombreux pays, l'interconnectivité a atteint un niveau record en 2017, avec une intensification notable des flux transfrontaliers du commerce, des capitaux, des informations et des personnes, pour la première fois depuis 2007. Une solide croissance économique a stimulé les flux internationaux, alors que des changements de politique significatifs, comme la hausse des tarifs douaniers aux États-Unis, n'étaient pas encore effectifs.

L'indice 2018 mesure la situation actuelle de la mondialisation et fournit également les classements individuels pour chaque pays sur la base de la concentration (intensité des flux internationaux) et de l'ampleur (distribution géographique des flux) de leurs connexions internationales. Les cinq pays les plus connectés à l'échelle mondiale en 2017 ont été les Pays-Bas, Singapour, la Suisse, la Belgique et les Émirats arabes unis. Huit des dix pays les plus connectés se trouvent en Europe, ce qui a fait d'elle la région la plus connectée du monde, en particulier en termes de flux commerciaux et de personnes.

Première région en termes de flux de capitaux et d'informations, l'Amérique du Nord se classe au deuxième rang mondial, suivie par le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord en troisième position.

En Afrique subsaharienne, le pays le mieux classé est l'île Maurice (40^e place) tandis que l'Afrique du Sud se trouve en tête du continent africain, arrivant à la 56^e place du classement général.

« À l'heure où la mondialisation continue son chemin, il existe encore de nombreuses opportunités pour le commerce intercontinental et intrarégional, tout particulièrement pour les économies émergentes d'Afrique subsaharienne », déclare Hennie Heymans, directeur général de DHL Express Afrique subsaharienne. « La mondialisation est un facteur clef pour la croissance et la sécurité fiscale, ce qui apparaît clairement pour les pays qui l'ont embrassée. Nous sommes convaincus d'une croissance durable dans la région avec l'entrée en vigueur de nouveaux accords commerciaux qui soutiendront la collaboration régionale ».

« Contre toute attente, même après les récentes avancées de la mondialisation, le monde reste moins connecté que ce que pensent la plupart des gens », explique Steven A. Altman, co-auteur du rapport GCI, maître de recherche universitaire à la NYU Stern School of Business, et directeur exécutif du Center for the Globalization of Education and Management de NYU Stern. « C'est important

car, lorsque les personnes surestiment l'importance des flux internationaux, elles ont tendance à s'en inquiéter. Les faits présentés dans notre rapport peuvent contribuer à apaiser de telles craintes et à recentrer le débat sur les véritables solutions aux préoccupations sociétales liées à la mondialisation ».

À l'échelle mondiale, le rapport GCI montre par exemple qu'à peine 20 % de la production économique mondiale est exportée, environ 7 % des minutes d'appels téléphoniques (y compris les appels via Internet) sont des communications internationales, et seulement 3 % des personnes vivent en dehors du pays dans lequel elles sont nées. Le rapport réfute également l'idée que la distance perd de sa pertinence. La plupart des pays sont bien plus connectés à leurs voisins qu'aux nations distantes.

Les économies émergentes restent moins connectées que les économies avancées.

Le rapport GCI continue de révéler de profondes différences dans les niveaux de mondialisation entre les économies avancées et les économies émergentes. Les économies émergentes ont une activité commerciale pratiquement aussi intense que celle des économies avancées, mais les économies avancées sont plus que trois fois plus profondément intégrées aux flux de capitaux internationaux, cinq fois plus aux flux de personnes, et quasiment neuf fois plus aux flux d'informations.

En outre, alors que les principaux acteurs des grands marchés émergents sont devenus des partisans clefs de la mondialisation sur la scène internationale, les progrès réalisés par les économies émergentes en termes d'interconnectivité mondiale sont passés au point mort.

Le Mozambique dépasse les prévisions

Le Mozambique a été désigné comme l'un des cinq pays pour lesquels les flux internationaux ont le plus dépassé les prévisions. Il s'agit là d'une nouvelle positive pour la région, étant donné qu'une plus grande interconnectivité mondiale peut contribuer à accélérer la croissance économique.

Également de bon augure pour une croissance continue en Afrique subsaharienne, l'accord sur la Zone de libre-échange continentale (ZLEC) a été signé par 49 pays en mars 2018. Selon une étude de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies, l'application complète de l'accord sur la ZLEC pourrait permettre de doubler le commerce intra-africain et promouvoir l'interconnectivité mondiale de tout le continent.

Le rapport a été commandé par DHL et réalisé par Steven A. Altman, Pankaj Ghemawat et Phillip Bastian de la New York University Stern School of Business et de l'IESE Business School. Le rapport 2018 « DHL Global Connectedness Index » s'appuie sur plus de 3 millions de points de données relatifs aux flux internationaux de commerce, de capitaux, d'informations et de personnes. Il documente et analyse en détail les niveaux de mondialisation, à l'échelle mondiale et pour les 169 pays et territoires qui représentent ensemble 99 % du PIB mondial et 97 % de la population mondiale.

SOURCE Deutsche Post DHL

DONNEZ VIE À VOS IMPRESSIONS AVEC

MUTOH

NOUVEAU

DRAFSTATION RJ - 900x DE MUTOH

- Impression respectueuse de l'environnement
- Niveau élevé de sécurité de l'opérateur
- Conception compacte sûre et facile à utiliser
- Impression par transfert sur textile

PLUS QUE JAMAIS L'AFRIQUE A BESOIN DE SES JEUNES POUR MODERNISER SON AGRICULTURE

Le dernier rapport de la FAO a révélé l'acuité de la question de l'emploi des jeunes dans les zones rurales. Comment y répondre pour l'avenir ? Voici les pistes qu'elle propose.

La rédaction

Drones, applications, émissions de télé-réalité, mise en avant de l'entrepreneuriat agricole : l'Afrique est actuellement engagée dans la bataille pour rendre l'agriculture attrayante pour les jeunes. Bien qu'employant 65 % de la population et contribuant à 36 % du PIB, force est de constater que le secteur ne parvient plus à « attirer » la jeunesse. Comme l'a expliqué José Graziano da Silva, directeur général de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), l'une des principales explications en reste le phénomène migratoire : « Les phénomènes de migration, vers les zones urbaines et vers l'étranger, risquent de priver les pays africains de la main-d'œuvre jeune nécessaire à la modernisation de leur secteur agricole, étape essentielle en vue de stimuler la croissance et la prospérité ». Le directeur général de la FAO a indiqué que la croissance économique de nombreux pays africains avait ralenti ces dernières années et que les effets des phénomènes climatiques extrêmes s'intensifiaient, tandis que les conflits continuaient de provoquer des perturbations sociales dans certaines régions.

LE DÉFI DE LA COMPÉTITIVITÉ

En réalité, la crise migratoire n'est que le révélateur d'un problème plus délicat : le manque de compétitivité de l'agriculture africaine. Un sérieux handicap quand il s'agit de promouvoir l'emploi dans ce secteur. L'Union africaine et la Banque africaine de développement – qui a créé un fonds doté de 250 000 dollars dédié aux jeunes entrepreneurs agricoles – en ont fait leur cheval de bataille.

Ces institutions appellent régulièrement les États africains à regarder du côté des modèles chinois, brésilien ou indien, car dans ces pays, gouvernement et secteur privé ne font qu'un. La FAO souscrit à cette même approche : « Il est indispensable que les pays africains réalisent le potentiel des zones rurales pour l'agro-industrialisation et pour créer davantage d'opportunités d'emplois pour les jeunes et les encourager à rester dans les petits villages des zones rurales », a-t-il précisé, faisant référence à un rapport récent de l'organisation mondiale. Ce défi est d'autant plus complexe que, selon les prévisions, l'Afrique subsaharienne en particulier sera confrontée à une grande augmentation de sa population de jeunes ruraux dans les décennies à venir.

Parmi ces jeunes, plusieurs profils se détachent. Il y a ceux dont les parents sont déjà exploitants agricoles, d'autres qui quittent le monde rural, avec des allers-retours, pour gagner un complément de revenu pour la famille. En effet de nombreuses familles poussent leurs enfants à faire autre chose que l'agriculture qui reste malgré tout largement traditionnelle, de subsistance et soumise aux conditions météorologiques. Les niveaux d'éducation et de formation des agriculteurs sont aussi majoritairement faibles.



Credit photo : © SIAD

CONCENTRER LES EFFORTS SUR LES ZONES RURALES

Pour la FAO, préparer l'agro-industrialisation nécessite d'urbaniser les zones rurales. Cela implique de fournir aux petits villages des services de base tels que l'éducation, la santé, l'électricité et l'accès à Internet qui constitue pour Graziano da Silva « l'une des principales attractions pour les jeunes de nos jours ». « Les petits villages devraient être le lieu où les agriculteurs achètent des semences, envoient leurs enfants à l'école et font appel à des soins médicaux et à d'autres services. En Afrique, il est très important de revitaliser les petits villages par le biais de petites agro-industries et de coopératives d'agriculteurs familiaux », a-t-il déclaré.

Pour soutenir cette vision, la FAO conseille davantage d'investissements dans les infrastructures pour connecter les producteurs, les transformateurs et les autres segments des chaînes de valeurs alimentaires. Cela comprend les routes, les

transports, la capacité de stockage, l'énergie et la gestion de l'eau. Ces mesures sont essentielles pour créer des possibilités d'emploi non seulement dans la production agricole, mais surtout dans diverses activités non agricoles telles que la fourniture de services en général et le tourisme rural en particulier, a souligné le directeur général de la FAO, ajoutant que le secteur privé est un partenaire essentiel, en particulier pour la mise en place d'infrastructures nécessaires à la croissance économique et au développement.

Il a souligné que la FAO avait établi plus de 150 partenariats stratégiques avec des acteurs non étatiques, dont 50 % avec des entreprises du secteur privé. Dans le cadre de ses relations avec le secteur privé, la FAO a mobilisé des connaissances, une expertise technique, un

soutien politique, des dons en nature et d'autres ressources, principalement pour l'appui des pays et des communautés les plus pauvres ■

Source : le point Afrique

Les jeunes Africains se détournent de plus en plus de l'agriculture.



Credit photo : © DR

Radisson BLU
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

OFFRE

DÎNER BUFFET AU RESTAURANT OLATANO
AVEC ANIMATION MUSICALE
72 000 FCFA LE COUPLE.

L'ACHAT DU DÎNER VOUS DONNE DROIT À
UN TARIF EXCEPTIONNEL EN CHAMBRE STANDARD
LES 14, 15 & 16 FÉVRIER 2019.

80 000 FCFA LA NUITÉE POUR 2.
PETIT DÉJEUNER INCLUS.

CONTACT: 01448000

SAINT-VALENTIN

FEEL THE DIFFERENCE
radissonblu.com/hotel-libreville

INTERVIEW DE MONSIEUR AZIZ CHERRADI, DIRECTEUR RÉGIONAL ROYAL AIR MAROC GABON

ROYAL AIR MAROC ENRICHIT SA FLOTTE

Royal Air Maroc est un acteur majeur du développement des relations économiques entre le Maroc et le Gabon

Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON + : Monsieur Aziz Cherradi, comment se porte Royal Air Maroc ?

Comme en attestent les performances des trois derniers exercices de la compagnie, Royal Air Maroc se porte bien. Nous avons transporté plus de 7,3 millions de passagers dont 1,8 million sur les lignes de la compagnie en Afrique. Forte d'une expérience de 62 ans, la compagnie se positionne comme un acteur aérien essentiel grâce à son hub international basé à Casablanca qui s'affirme comme une plateforme de correspondances incontournable entre l'Afrique et le reste du monde.

ECONOMIE GABON + : Combien de pays dessert Royal Air Maroc depuis le hub de Casablanca. De combien d'appareils est composée votre flotte ?

Aujourd'hui, Casablanca est devenu le premier hub aérien africain pour les flux de transport entre le continent et l'Europe, mais dessert également 32 destinations africaines et bien d'autres à l'international. Dotée d'une flotte jeune de 57 appareils dont cinq B.787 Dreamliner, la compagnie dessert plus de 98 destinations dans le monde et assure plus de 4 200 connexions hebdomadaires reliant le Maroc à l'Europe, l'Afrique, l'Amérique et l'Asie.

Ainsi notre compagnie relie le Maroc à plus d'une cinquantaine de pays dont 27 en Afrique. La compagnie renforce et renouvelle sa flotte par des avions plus modernes et sophistiqués qui offrent le maximum de confort aux passagers. En décembre dernier, la RAM a réceptionné son premier Boeing 787-9 et son premier B.737 Max. Trois autres avions de type 787-9 et trois du type 737 Max renforceront la flotte de la compagnie dans les mois à venir. Pour le réseau régional (domestique et destinations internationales proches), la compagnie s'appuie sur 6 avions de type ATR 72-600 d'une capacité de 70 sièges. Par ailleurs, huit appareils ont été commandés cette année dans le cadre du plan de développement.

Cela permettra également d'ouvrir de nouvelles routes aériennes. À partir d'avril prochain, la compagnie lancera au départ de son hub de Casablanca des lignes directes vers Athènes, Vienne, Amman, Miami et Boston. Le réseau de Royal Air Maroc s'étendra ainsi à quatre nouveaux pays : la Grèce, l'Autriche, la Jordanie et les États-Unis d'Amérique.

ECONOMIE GABON + : Combien la compagnie a-t-elle transporté de passagers depuis Libreville en 2018 ? Le flux est-il stable ?

Nous transportons près de 50 000 passagers par an au départ et à l'arrivée de Libreville. Celle-ci est desservie en haute saison par un avion quotidien et en basse saison par 5 fréquences par semaine. Royal Air Maroc a procédé au réaménagement de son programme afin de mieux s'adapter

aux exigences de ses passagers. Depuis avril 2018, les horaires des vols ont été modifiés et les passagers peuvent à présent quitter Libreville à 23h30 et arriver à Casablanca à 05h55 ou partir de Casablanca à 17h00 et arriver à Libreville à 22h30. Ce changement a été salué par les clients compte tenu des grands avantages qu'il leur apporte, non seulement du point de vue des horaires, mais aussi des connexions plus avantageuses avec les destinations phares du Gabon.

Il faut savoir que 50 % de nos clients choisissent la destination Casablanca comme destination principale tandis que les autres 50 % continuent vers d'autres destinations telles que la France, la Tunisie, l'Amérique du Nord et l'Europe.

Depuis août dernier et dans la lignée de sa stratégie de développement en Afrique, RAM Cargo a programmé une fréquence par semaine sur la ligne Libreville-Casablanca. Grâce à son nouvel appareil Boeing 767-300 dédié au fret, elle permet ainsi de couvrir plus de 88 destinations dont 33 en Afrique, répondant ainsi aux besoins de nos partenaires et clients et à la demande croissante des opérateurs économiques. En ce sens, Royal Air Maroc est un acteur majeur du développement des relations économiques entre le Maroc et le Gabon.

ECONOMIE GABON + : Le fait que les Gabonais n'aient plus besoin de visa pour entrer au Maroc a-t-il suscité un flux de passagers plus important ?

À l'évidence oui. Et il est démontré que la suppression des visas d'entrée dans un pays, en particulier vers une destination touristique majeure, donne automatiquement une nouvelle impulsion aux flux touristiques.

Le dernier exemple en date est la décision du Roi Mohamed VI d'exempter les ressortissants chinois de visa pour visiter le Maroc, effective depuis juin 2016. Au dernier semestre de la même année, le nombre de visiteurs chinois au Maroc a crû de 300%. Concernant le Gabon et le Maroc, les acteurs touristiques, en particulier les voyageurs, doivent se saisir de cette opportunité pour doper leur business, d'autant que le client gabonais est classé parmi la clientèle à forte contribution. La destination Maroc offre une large palette de curiosités touristiques qui n'échappe à personne.

50 % de nos clients choisissent la destination Casablanca comme destination principale tandis que les autres 50 % continuent vers d'autres destinations telles que la France, la Tunisie, l'Amérique du Nord et l'Europe.

ECONOMIE GABON + : On reproche à la RAM des horaires un peu compliqués. Que répondez-vous ?

Il faut rappeler que depuis plus de 60 ans maintenant, le business model de Royal Air Maroc fonde sa pertinence sur son système de hub basé à l'aéroport de Casablanca. Près de 7 clients sur 10 transportés au départ d'un de nos marchés africains sont en continuation, notamment vers l'Europe. Or, les aéroports européens sont fermés à partir d'une certaine heure de la nuit. Ainsi pour ne pas pénaliser notre clientèle, nous avons fait le choix de la faire voyager de jour dans le sens nord-sud et de nuit dans l'autre sens. Ce choix lui offre des avantages certains. Il nous paraît plus intéressant pour un client gabonais au départ de Libreville à destination de Paris de décoller à 23h30 (heure Gabon) et d'atterrir à 07h00 à Casablanca pour une correspondance à 08h00 ■

LA FAO DÉTERMINÉE À ACCOMPAGNER LE GABON DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

La consommation annuelle moyenne de poisson au Gabon est de 40 kg par habitant. Or, peinant à couvrir ses besoins en matière de consommation des produits de la mer et de la pêche, le pays se tourne systématiquement vers les importations qui représentent chaque année une moyenne de 15 m^{ds} de F CFA.

C'est pour cette raison que la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) a décidé d'accompagner les autorités gabonaises dans leur élan de développement de la filière pêche et aquaculture.

Si cette institution mène déjà des initiatives dans ce domaine, reste que cette fois, elle entend accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre de sa politique de développement du secteur de la mer et de la pêche, en droite ligne du Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE) et des objectifs du plan de relance de l'économie (PRE).

Selon l'entretien entre Helder Muteia, représentant résident de la FAO au Gabon, et le ministre de la Mer et de la Pêche, Prisca Koho-Nlend, il est question de permettre à terme à la filière d'augmenter sa contribution à l'économie au regard des opportunités dont elle regorge ■

Source : lenouveaugabon.com



Crédit photo : © DR

UNE, DEUX ET TROIS CERTIFICATIONS POUR SOBRAGA MOUILA



Credit photo : © SBC

Chez Sobraga l'esprit d'équipe, la responsabilité et la qualité sont les valeurs de l'entreprise. Solidarité, cohésion, culture d'entreprise font partie de l'ADN. C'est notamment ce qui leur vaut d'être l'entreprise préférée des Gabonais.

Anne-Marie JOBIN

Après les certifications ISO 9001, ISO 14001, OHSAS 18000 et FSSC 22000 obtenues par les sites de Libreville et Port-Gentil, l'usine Sobraga de Mouila, créée en 1983 dans la Ngounié, a décroché trois nouvelles certifications internationales à l'occasion de l'audit qui s'est déroulé du 14 janvier au 18 février dernier. Déjà certifié ISO 9001 depuis quelques années, le site de production Sobraga de Mouila se distingue en obtenant les sésames qui garantissent la maîtrise

de l'impact environnemental (ISO 14001), la sécurité et la santé des agents sur le lieu de travail (OHSAS 18001) et la sécurité des denrées alimentaires (FSSC 22000).

L'usine Sobraga de Mouila est composée d'une équipe de plus de 70 employés. Tous sont formés pour répondre aux exigences et aux procédures du système de management intégré du QHSE afin d'adopter les pratiques conformes à tous les niveaux de la production. Un défi

de taille auquel ont été confrontés les responsables qualité de l'usine de Mouila, M. Anthony Nkomo (Hygiène/Sécurité/Environnement) et M. Stéphane Assoghe (Qualité/Sécurité alimentaire) ainsi que le chef d'usine, M. Clément Mensah. Cette triple certification de l'usine est le fruit de la vision de la Sobraga qui se veut une référence régionale dans le management par la QHSE.

Pour M. Édouard Chevalier, directeur d'exploitation Sobraga Mouila, ces certifications sont l'aboutissement d'un travail collectif grâce à l'implication de tout le personnel. « Notre usine est à présent l'une des meilleures et nous en tirons une certaine fierté ».

QUELS ONT ÉTÉ LES PRINCIPAUX CHANTIERS QUI VOUS ONT PERMIS DE DÉCROCHER CES CERTIFICATIONS ?

Le site de Mouila disposait déjà de prérequis en termes de matériel. Cependant, nous avons beaucoup investi dans plusieurs chantiers, notamment la construction et la mise en service

d'une station de prétraitement des eaux usées pour diminuer notre impact sur l'environnement. Nous avons également construit un magasin de stockage dédié aux produits dangereux. De nombreux travaux ont été mis en conformité, en particulier des zones de circulation pour assurer la sécurité des personnes.

« Les meilleures choses qui arrivent dans le monde de l'entreprise ne sont pas le résultat du travail d'un seul homme. C'est le travail de toute une équipe », disait Steve Jobs, le fondateur d'Apple.

QUEL IMPACT AURONT CES CERTIFICATIONS DANS VOTRE USINE DE MOUILA ?

Pour obtenir ces certifications, nous

sommes pliés aux processus et avons adopté un changement dans notre façon de travailler qui se traduit par une prise de conscience et améliore le rendement et la qualité de notre travail. Les agents sont réellement sensibilisés à la sécurité et à l'hygiène en entreprise. Ils ont dû intégrer et répondre à de nombreuses procédures qui semblent contraignantes au départ, mais ont en réalité pour effet d'améliorer les conditions de travail. Il faudra désormais maintenir nos acquis, atteindre une certaine maturité qui nous propulsera vers l'excellence. J'en profite pour remercier l'ensemble des services de Libreville, Qualité, Technique, Maintenance, RH, Achats, Logistique, qui nous ont apporté tout leur soutien avant et pendant les audits. Je remercie également la Direction Générale pour son engagement franc à tous les niveaux et pour la confiance qu'elle nous a témoignée ■



... Retrouvez nous tous les jours sur facebook  GEANT CKDO et découvrez nos menus préparés sur place par notre équipe traiteur.

Vous pouvez également réserver votre plat du jour en appelant votre magasin au **01.74.77.22 / 23**





NOUVEAU A GEANT CKDO...

LE CŒUR DE LA CROISSANCE



NOUVEAU CODE DES HYDROCARBURES AU GABON : FOCUS SUR LES PRINCIPALES INNOVATIONS DU PROJET DE LOI

Le projet de loi portant nouveau Code des hydrocarbures en République Gabonaise a été entériné par le Conseil des ministres du 26 février 2019. Son adoption par l'Assemblée Nationale est la prochaine étape avant son entrée en vigueur définitive.

Ce projet de loi vise à changer la donne quant au cadre juridique et fiscal applicable au secteur pétrolier. C'est dire que l'ancien régime, issu de la loi n°11/2014 du 28 août 2014, fort décrié par les opérateurs du secteur, méritait une revue presque complète.

Cette revue a été réalisée par les experts des différentes administrations impliquées, en synergie avec les experts d'institutions internationales comme le Fonds Monétaire International et de grands cabinets internationaux, avec pour ambition de créer un cadre plus incitatif à l'égard des opérateurs du secteur tout en garantissant l'activité économique au niveau national.

Quels seraient les apports majeurs de ce texte s'il était adopté en l'état par l'Assemblée Nationale, notamment au regard du cadre contractuel, de la fiscalité applicable au secteur et des bonnes pratiques nécessaires à une activité sereine ?

Concernant le cadre contractuel et la fiscalité applicable au secteur, il faut distinguer entre les dispositions qui remettent en cause quelques restrictions du cadre de la loi n°11/2014, celles

qui prolongent les droits conférés aux entreprises et celles qui allègent leurs charges fiscales.

LA REMISE EN CAUSE DES RESTRICTIONS DU CADRE DE L'ANCIENNE LOI ET LA PRISE EN COMPTE DES RÉALITÉS OPÉRATIONNELLES

Alors que l'ancienne loi confirmait le contrat de partage de production (ci-après « CEPP ») comme principal contrat d'hydrocarbures et prévoyait la suppression des conventions d'établissement au terme de leur durée, le projet de nouvelle loi, bien que confirmant le CEPP comme contrat principal, offre aux entreprises la possibilité de demander le renouvellement de leurs permis d'exploitation dans le cadre des conventions d'établissement pour tenir compte des spécificités techniques des zones concernées.

De même, l'interdiction de mener des activités d'exploration dans une zone d'exploitation, présente dans l'ancienne loi, a été supprimée. En conséquence, les entreprises pourront désormais renégocier les termes contractuels en cas de découverte marginale, ce qui n'était pas admis dans

l'ancien dispositif. Dans le même ordre d'idées, la nouvelle loi institue la convention d'exploitation pour l'exploitation des découvertes marginales, des champs marginaux et des champs matures ainsi que le titre pétrolier y afférent.

Ces dispositions révèlent la volonté de l'État de redynamiser les investissements dans le secteur pétrolier par une meilleure prise en compte des réalités opérationnelles.

LA PROLONGATION DES DROITS CONFÉRÉS

Par le projet de loi, l'État révèle également sa volonté d'accorder les meilleures chances de succès à ses partenaires et d'assurer une certaine longévité aux accords découlant de ces partenariats. Ainsi, la durée de l'autorisation exclusive d'exploration est passée de 6 à 8 ans tandis que l'autorisation exclusive de développement et de production est passée de 20 à 25 ans pour le pétrole brut et de 25 à 30 ans pour le gaz naturel.

L'ALLÈGEMENT DES CHARGES FISCALES

L'innovation majeure dans ce domaine est la suppression de l'impôt sur les sociétés au taux

de 35 % auquel était assujettie toute entreprise contracteur de l'État dans le cadre d'un CEPP. En effet, dans la nouvelle loi, cet impôt n'est plus appliqué à la part d'hydrocarbures revenant à l'entreprise, mais est plutôt inclus dans la part revenant à l'État.

Tout aussi significative est la réduction des taux de la redevance minière proportionnelle. En zone conventionnelle, le taux est compris entre 7 % et 15 % pour le pétrole brut et entre 5 % et 10 % pour le gaz naturel. En mer profonde et très profonde, il se situe entre 5 % et 12 % pour le pétrole brut et entre 2 % et 8 % pour le gaz naturel.

Enfin, concernant les mesures fiscales incitatives, il est à noter également l'exonération de l'impôt sur les plus-values de cession d'intérêts pétroliers découlant d'un contrat d'hydrocarbures durant la première phase d'exploration ainsi que l'exonération de l'impôt sur les dividendes ou les capitaux mobiliers des entreprises et de leurs maisons mères.

Le projet de loi devant réglementer le secteur des hydrocarbures au Gabon comprend également des avancées significatives en matière de mesures favorables à l'entrepreneuriat local, en permettant notamment aux majors du secteur de s'associer aux entreprises autochtones pour l'exploitation des champs matures. Il convient enfin de relever l'institution dans le projet de loi de mécanismes permettant la promotion des pratiques de bonne gouvernance ■

Source : **Khadidjatou BOUSSOUGOU**
Responsable B&L Consulting
www.b-lawconsulting.com

INTERVIEW DE MONSIEUR BAPTISTE BRETON, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE PERENCO

PERENCO, LA COMPAGNIE PÉTROLIÈRE SPÉCIALISÉE DE L'EXPLOITATION DES CHAMPS MATURES ET FOURNISSEUR DE GAZ POUR LES VILLES DE PORT-GENTIL ET LIBREVILLE



Crédit photo : © AMJ

Baptiste BRETON, Directeur Général de PERENCO

Première société pétrolière et gazière indépendante d'Europe, PERENCO est une compagnie franco-britannique spécialisée dans l'exploration et la production d'hydrocarbures. Son équipe est constituée de plus de 6 000 collaborateurs qui opèrent à la fois onshore et offshore dans 14 pays à travers le monde, de l'Europe du Nord à l'Afrique et de l'Amérique du Sud à l'Asie du Sud-Est. Sur notre continent, PERENCO est implantée au Cameroun, au Congo, en RDC, en Tunisie et au Gabon. Développer un dossier sur les ressources minières dans notre journal Économie Gabon + sans interview de l'un des grands opérateurs dans ce segment d'activité aurait été une erreur. Monsieur Baptiste Breton, son Directeur Général, a accepté de répondre à nos questions.

Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON+ : La Société Perenco s'est implantée au Gabon en 1992 en rachetant 2 champs à AMOCO. En 1996, vous aviez déjà acquis 10 permis d'exploitation. Où en êtes-vous 27 ans après ? Restez-vous le spécialiste du développement des champs matures ?

Perenco Gabon, ce sont effectivement plus de 25 ans d'histoire. En 1992, nous produisons 5 000 barils/j et pour être factuel, nous sommes heureux de vous annoncer qu'en ce mois de février 2019, nous venons de franchir la barre symbolique des 100 000 barils/j produits sur les cinquante champs répartis sur l'ensemble du bassin pétrolier gabonais que nous opérons. Ce sont donc 25 ans de progression ininterrompue grâce à l'emploi de relais de croissance interne qui

consistent à optimiser la production des champs matures cédés par des opérateurs qui n'ont pas le même modèle économique que celui de Perenco. Nous sommes aujourd'hui identifiés et reconnus comme les pionniers de l'exploitation de ces champs marginaux.

ECONOMIE GABON+ : En quoi consistent ces formules qui vous permettent d'être une société rentable en exploitant ces champs que vos confrères considèrent être « en fin de vie » ?

Les investissements importants injectés dans l'exploitation de ces champs matures sont les principaux leviers de croissance. Ils nous permettent d'augmenter la production et donc d'augmenter les volumes produits, provoquant ainsi une diminution du coût unitaire du baril et par voie de conséquence une dilution

des frais fixes. Il s'agit pour nous de gérer des puits en fin de vie, d'optimiser et de dynamiser la production, ce qui nécessite beaucoup de rigueur et de patience. C'est la spécialité de Perenco et de ses collaborateurs qui veillent et traitent au cas par cas chacun de ces puits. Il n'existe pas de ligne de conduite unique chez Perenco, tous les puits ne sont pas traités de la même manière, les méthodes appliquées sont différentes et adaptées selon leur situation géographique : dans une mangrove, une plaine, onshore ou offshore...

La situation est étudiée dans sa globalité, nous nous adaptons et appliquons une méthode qui se veut la plus efficace pour en tirer le meilleur. Cependant notre savoir-faire ne se limite pas uniquement aux champs matures. Par exemple, en 2018, nous avons commencé l'exploitation de 3 nouveaux champs marginaux qui ont été découverts il y a plusieurs années et qui étaient caractérisés non économiques. Aujourd'hui, grâce à notre savoir-faire technique et à nos solutions innovantes, ces 3 champs contribuent pour 15 000 barils/j à notre production.

ECONOMIE GABON+ : Vous fournissez le gaz naturel aux centrales électriques de Libreville et de Port-Gentil depuis une décennie. Quels ont été les investissements nécessaires, qu'ils soient humains ou financiers ? Qu'en est-il de l'entretien de ce gazoduc long de 450 km ?

C'est un autre sujet et une aussi belle histoire ! Il y a une dizaine d'années, Perenco a acquis des champs gaziers qui constituaient un portefeuille de réserve. Perenco s'est lancée seule dans la réalisation des infrastructures gazières et a investi plusieurs centaines de millions de dollars à cet effet.

Nous ne sommes pas des philanthropes et avons mesuré les risques en nous basant sur le marché du gaz qui est en pleine croissance. Ces investissements font preuve de la volonté de Perenco de participer au développement du Gabon en offrant des tarifs préférentiels dont bénéficie l'État. Pour alimenter ce réseau, nous continuons d'investir en explorant nos propres puits à gaz situés notamment au sud du pays. Il faut rajouter à cette information que grâce à ce réseau gazier, nous fournissons également de l'électricité à la ville d'Omboué. Nous entretenons et protégeons ce gazoduc de 450 km comme les quelques 2 600 km de pipeline en charge de distribuer le brut dans tout le pays.

ECONOMIE GABON+ : En 2018, vous avez acquis certains actifs de Total Gabon. Est-ce dans l'objectif de travailler en synergie pour produire davantage ?

L'objectif premier est de continuer de grandir. Racheter des champs permet d'améliorer la production, de relancer les investissements, de redémarrer un programme de développement. Nos projets concernant ces champs rachetés à TOTAL Gabon font l'objet d'un programme ambitieux qui devrait, à court terme, débloquer les ressources pétrolières.

ECONOMIE GABON+ : Combien votre masse salariale compte-t-elle de collaborateurs ? Comment sont organisées vos opérations plateforme ?

Sur l'ensemble de nos sites, 3 000 personnes collaborent et travaillent pour Perenco, dont 600 sont salariées. Nous avons trois profils de plateformes. Certains sites ne nécessitent pas une présence humaine permanente, nos équipements sont suffisamment pointus pour que nous suivions l'évolution du travail à distance, ce qui n'exclut pas une surveillance humaine journalière. D'autres plateformes accueillent des équipes de 5 à 20 personnes qui y travaillent dans la journée. Enfin, le troisième type de plateformes, que nous qualifions de plateformes centrales, est équipé de quartiers d'habitation. Ceci dépend de l'importance de la production. L'ampleur de la logistique est à noter. Amener les hommes sur cette cinquantaine de sites, en forêt, en plaine, en mer, en rivière... nécessite différents moyens de locomotion importants. Nous disposons d'une quinzaine de bateaux, de pirogues, d'hélicoptères et d'un avion ainsi que de bus et autres véhicules terrestres.

ECONOMIE GABON+ : La société Perenco s'engage-t-elle en interne à assurer la formation de ces agents ? Exercez-vous la transférabilité du savoir ?

En 2018, nous avons consacré 1,5 million de dollars à la formation, ce qui représente environ 4 000 jours de formation dédiés à l'ensemble de notre personnel. La particularité du métier des travailleurs sur les plateformes est de fonctionner en régime de rotation, c'est-à-dire : 1 jour travaillé = 1 jour de repos, soit des systèmes alternant 4 semaines de travail et 4 semaines de repos. En conséquence, les jours de formation sont pris sur les jours de congés, ce qui

pose parfois des problèmes de mobilisation, mais prouve l'attachement de nos employés à ces formations. Dans ce registre de formation et de transférabilité des savoirs, nous envoyons certains collaborateurs sur d'autres sites, dans d'autres pays. Ces échanges sont riches d'enseignements, ils sont l'occasion d'apprendre et, pourquoi pas, d'adopter des procédures pratiques et de les adapter à la réalité, de développer des idées, des processus qui peuvent être applicables sur certains de nos champs. Pour revenir à notre particularité qui consiste à gérer des champs au cas par cas et pour être très explicite, j'aime prendre cet exemple : si l'ensemble de nos champs composaient une classe complète d'élèves, nous prendrions à part les élèves jugés « mauvais » pour en tirer une quintessence optimale plutôt que de les laisser pour ce qu'ils sont.

ECONOMIE GABON+ : Souhaitez-vous aborder un autre sujet ?

Oui, j'aimerais revenir à notre réseau gazier. Nous souhaitons avancer dans ce domaine en utilisant des véhicules fonctionnant au gaz. Pour montrer l'exemple, nous avons acquis et intégré soixante véhicules de ce type à notre flotte qui en compte une centaine. Nous considérons que notre position d'opérateur est de faire le premier pas et de démontrer au public, à nos employés, aux autorités locales, l'utilité d'utiliser ce type de voitures. Les avantages sont nombreux : le gaz ne nécessite pas d'être raffiné, il est économique, moins polluant. Il permet de se servir d'une énergie différente et disponible dans le pays.

N'y voyez en rien un autre objectif que celui de montrer l'exemple. Perenco est un opérateur pétrolier qui fait du brut. Nous ne distribuons pas, nous ne raffinons pas, nous ne vendons pas de produits finis. Concernant le gaz, nous le commercialisons aussi simplement en le transportant et en le livrant au point d'entrée d'une centrale électrique.

Maintenant, si un acteur de la distribution souhaite s'engager dans la vente de cette énergie, nous l'accompagnerons et le livrerons. Si nous en arrivons là, nous ne doutons pas que les concessionnaires ajouteront ce genre de véhicules à leur catalogue. Un opérateur local s'engage déjà à nos côtés et il est très intéressé par le développement de ce marché potentiel. Néanmoins, au regard des contraintes liées à la fiscalité, aux taxes etc. les fondamentaux de ce projet doivent être tout d'abord examinés par l'État gabonais ■

INTERVIEW DE MONSIEUR HENRI-MAX NDONG NZUE, DIRECTEUR GÉNÉRAL TOTAL GABON

TOTAL EST PRÉSENT SUR TOUTE LA CHAÎNE DE VALEUR DE L'ÉNERGIE, DU PUIITS D'EXPLORATION JUSQU'AU CLIENT FINAL



Henri-Max NDONG NZUE, Directeur Général TOTAL Gabon

Le groupe TOTAL est présent dans plus de 130 pays. 100 000 collaborateurs s'engagent pour fournir de l'énergie à une population mondiale en croissance, tout en travaillant à limiter l'impact de leurs activités sur la planète et en répondant au mieux à l'évolution des attentes des clients : trois défis que TOTAL, acteur majeur de l'énergie, s'engage à relever. Nous avons rencontré Monsieur Henri-Max Ndong Nzue pour savoir à quelle hauteur TOTAL Gabon contribue à atteindre ces objectifs.

Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON + : En 2017, la production de pétrole brut opérée par Total Gabon représentait environ 24 % de la production gabonaise de pétrole brut, contre 25 % en 2016. À quoi est due cette tendance baissière ? S'est-elle confirmée en 2018 ?

Je voudrais commencer par vous remercier d'ouvrir vos colonnes à notre société Total Gabon. Comme vous le savez, l'industrie pétrolière a été confrontée à une baisse brutale des prix du pétrole en 2014/2015. Les prix du pétrole sont passés en l'espace de 6 mois de 110 \$US/baril en juin 2014 à moins de 60 \$US/baril en janvier 2015. Le glissement des prix s'est poursuivi avec le marqueur Brent de Mer du Nord qui a affiché moins de 50 \$US/baril au 1^{er} trimestre 2016.

Face à cela, il nous fallait réagir pour assurer la pérennité de notre société. C'est la raison pour laquelle nous avons lancé la transformation de Total Gabon. Nous avons cédé nos champs matures à terre pour nous recentrer sur nos actifs en mer sur lesquels nous voyons de réelles opportunités de développement. Nous avons également mis en place une nouvelle organisation plus légère et resserrée, mettant l'accent sur l'optimisation de nos opérations pour nous permettre de résister à un environnement de prix du pétrole durablement bas.

Nous avons investi de manière significative, plus de 400 millions de \$US sur la période 2013-2016, pour réduire notre empreinte environnementale.

Conséquence de la réorganisation de notre portefeuille, la part de production revenant à Total Gabon est passée de 47 300 barils/jour en 2015 à 42 300 barils/jour en 2018.

ECONOMIE GABON + : À l'échelle du groupe TOTAL, en pourcentage, que représentent les extractions du Gabon ?

Avec plus de 80 ans de production pétrolière, nous sommes entrés dans une phase qualifiée de mature. De fait, la contribution de Total Gabon à la production du groupe Total est plutôt modeste. Pour information, en 2018, la société Total a produit 2,8 millions de barils de pétrole par jour, réalisant une progression de +8 % par rapport à 2017. Le partenariat entre la République gabonaise et Total existe depuis plus de 80 ans. La République gabonaise est actionnaire à hauteur de 25 % de Total Gabon depuis les années 1970.

Le groupe Total est présent au Gabon dans

l'exploration et la production d'hydrocarbures ainsi que dans la distribution de produits pétroliers avec Total Marketing Gabon, leader dans ses activités. Le groupe Total a réitéré récemment sa volonté de poursuivre le développement de l'industrie pétrolière au Gabon, en partenariat avec l'État gabonais.

ECONOMIE GABON + : Combien de puits exploitez-vous ? Continuez-vous d'explorer ? D'autres gisements sont-ils identifiés ? Quelles sont les études en cours ?

Avec la restructuration de notre portefeuille, nous sommes désormais présents dans trois secteurs : la zone historique d'Anguille et de l'Île Mandji, où nous avons démarré nos opérations, le secteur Torpille, au cœur de nos opérations, avec notamment le centre de compression du gaz pour les besoins de l'activation de nos puits, et enfin, plus au Sud, la zone de Grondin dont nous avons transféré la gestion des opérations à Perenco afin de bénéficier des synergies avec la proximité de leurs installations.

Pour en terminer avec la description de nos activités pétrolières, il convient également de signaler notre terminal pétrolier du Cap Lopez par lequel transite plus de 50 % du pétrole brut gabonais exporté et qui alimente la raffinerie nationale de SOGARA.

Crédit photo : © JG

Notre stratégie consiste d'abord à consolider nos opérations en produisant de manière plus sûre, plus efficace et à moindre coût. Nous pouvons alors nous appuyer sur un socle solide pour lancer des projets à retour sur investissement rapide pour soutenir notre production. À titre d'exemple, nous avons actuellement un appareil de forage en opération pour une campagne de puits sur Torpille. D'autres opportunités similaires sont en cours d'étude.

Pour ce qui est de l'exploration, Total Gabon a été pionnière, une fois de plus, avec la découverte de gaz à condensat sur le permis en mer très profonde de Diaba. Avec nos partenaires, nous souhaitons poursuivre les études sur l'intérêt pétrolier de ce bloc.

Enfin, Total Gabon a acquis les données sismiques proposées par la République gabonaise dans le cadre du 12^e appel d'offres. Les études sur l'intérêt géologique des blocs proposés sont en cours. Nous pensons qu'un élément déterminant dans la réussite de ce round sera la mise en place d'un nouveau code des hydrocarbures plus souple et plus attractif.

ECONOMIE GABON + : Selon la COFACE, la stabilisation de la production pétrolière combinée à l'orientation des cours de l'or noir vous sera très favorable et devrait dynamiser le secteur. Qu'en pensez-vous ?

En effet, le ministre des Hydrocarbures a indiqué que les nouvelles mises en production prévues cette année et la montée en puissance de champs démarrés en 2018 devraient compenser le déclin naturel et ainsi stabiliser la production nationale.

Pour ce qui est des prix du pétrole, nous constatons le caractère extrêmement volatil du marché. À titre d'illustration, nous avons assisté en 2018 à une envolée du Brent qui est passé d'environ 55 \$US/baril en début d'année à plus de 85 \$US/baril au mois d'octobre pour finir l'année à 54 \$US/baril. Aujourd'hui, nous notons des facteurs haussiers comme les tensions géopolitiques qui empêchent certains pays, tels que l'Iran, le Venezuela ou encore la Libye, de délivrer pleinement leur potentiel ; ou encore la discipline des pays de l'OPEP avec la Russie qui ont annoncé une réduction de 1,2 million de barils/jour de leur offre de pétrole.

Mais, il y a aussi des facteurs baissiers. On retiendra d'abord la dynamique de production de pétrole de schiste aux États-Unis qui permet aujourd'hui, d'après l'EIA, de porter leur production à 12 millions de barils/jour. On pourra également noter les incertitudes pesant sur la demande mondiale de pétrole du fait d'une croissance économique mondiale montrant des signes de ralentissement, selon le FMI et la Banque Mondiale.

Ces éléments indiquant que les marchés devraient rester volatils nous poussent à être prudents et à ne pas faire de pronostics quant à l'évolution des prix du pétrole. Vous l'avez compris, à Total Gabon, nous n'avons pas vocation à spéculer sur les prix du pétrole. Notre travail consiste à exécuter nos opérations en toute sécurité et de manière professionnelle pour assurer nos équilibres financiers, même avec un baril de pétrole autour de 50 \$US.

ECONOMIE GABON+ : En 2017, au Gabon, les recettes pétrolières représentaient 51 % du PIB, 85 % des exportations et plus de 65 % des recettes budgétaires. Qu'en est-il en 2018 ?

Je ne pense pas que les résultats soient sensiblement différents cette année. Le Gabon s'est lancé dans une diversification de son économie, mais il faut laisser le temps au temps. Le pétrole devrait rester le principal carburant de l'économie gabonaise.

ECONOMIE GABON + : À quelle hauteur de ces pourcentages se monte la contribution de TOTAL Gabon ?

Avec 40 mille barils/jour, nous représentons environ le quart de la production nationale qui est de 200 mille barils/jour environ. Pour rester un acteur majeur, nous avons revu notre organisation et allégé notre portefeuille en cédant nos champs matures à terre pour nous concentrer sur des zones à potentiel.

ECONOMIE GABON + : À qui avez-vous cédé vos champs matures ?

Nous les avons cédés à des sociétés, des opérateurs, dont la stratégie est d'exceller dans la gestion de fin de vie des gisements, ce que nous appelons dans notre jargon « des queues de production ». Ils mettent en œuvre des synergies sur les zones dans lesquelles nous étions présents, ils optimisent la valeur de ces actifs pour faire en sorte que la durée de vie économique de ces champs soit prolongée au grand bénéfice de toutes les parties prenantes, à savoir la société qui nous succède, la République gabonaise et les communautés environnantes.

ECONOMIE GABON + : À quelles fins utilisez-vous le bénéfice de ces ventes ?

Conformément aux décisions du Conseil d'administration de Total Gabon, la société s'est engagée vis-à-vis de la République gabonaise à réinvestir le produit des cessions. La réorganisation de notre portefeuille nous permet de nous inscrire dans la durée et ainsi de pérenniser nos activités.

ECONOMIE GABON + : En 1997, le plafond record de production de 135 millions de barils plaçait le Gabon au 3^e rang des pays producteurs d'Afrique subsaharienne, après le Nigéria et l'Angola. Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Le Gabon est entré dans une phase mature. Il n'y a pas eu de nouvelle mise en production de gisement dépassant 50 millions de barils de pétrole de réserves puis environ 20 ans. Ce chiffre est à comparer avec la production nationale annuelle actuelle de 72 millions de barils. Autrement dit, nous n'avons pas réussi à assurer le renouvellement de nos réserves.

Pour autant, nous avons poursuivi notre travail d'industriel responsable en travaillant à maximiser la production des champs en activité, mais aussi en développant des gisements qualifiés de marginaux proches d'installations existantes. Pour le Gabon, les relais de production passent certainement par l'exploration en mer profonde. D'où l'importance du 12^e appel d'offres lancé par les autorités gabonaises.

ECONOMIE GABON+ : Vous dites placer vos engagements environnementaux et sociétaux au cœur de votre stratégie. Pouvez-vous nous en dire davantage ? Sous quelle forme ?

Notre ambition est de rester le leader responsable, durable et rentable de l'industrie pétrolière au Gabon.

Notre première responsabilité est d'assurer la sécurité des personnes travaillant pour notre entreprise. Dans ce domaine, nous pouvons légitimement être fiers des progrès accomplis. Depuis 2015, nous avons réalisé deux belles séries en termes de jours travaillés sans accident avec arrêt. Dans un premier temps, nous avons atteint 932 jours entre février 2015 et octobre 2017, ce qui constitue notre record, puis 510 jours entre octobre 2017 et février 2019. Avec nos partenaires industriels, nous restons vigilants et poursuivons l'amélioration de nos comportements, notamment le respect absolu des règles de notre charte pour que la valeur sécurité soit partagée par tous !

Être responsable, c'est aussi minimiser notre impact sur l'environnement. Nous avons investi de manière significative, plus de 400 millions de \$US sur la période 2013-2016, pour réduire notre empreinte environnementale. Cela se traduit aujourd'hui par une baisse du brûlage du gaz de plus de 60 %, en ligne avec les engagements pris par le Chef de l'État lors de

la conférence de Durban, et aussi à travers des rejets des eaux de production conformes à la réglementation gabonaise et internationale.

Enfin, en matière sociétale, dès les années 1970, nous avons mis en place avec la République gabonaise un mécanisme original appelé PID/PIH consistant à consacrer une partie de notre chiffre d'affaires au financement d'activités autour de la santé, avec le Centre International de Recherches médicales de Franceville (CIRMF), du développement des infrastructures, avec la mise en place de la fibre optique, la rénovation de l'aéroport et des routes de Port-Gentil, de l'éducation et de l'insertion professionnelle des jeunes, avec le Centre de spécialisation professionnelle (CSP) et l'Institut du Pétrole et du Gaz (IPG), et enfin de la préservation des forêts et du climat, avec le soutien apporté à l'Agence Nationale des Parcs Naturels.

ECONOMIE GABON + : Quelle est l'implication de TOTAL Gabon dans la formation professionnelle ? Quels sont les investissements concédés à cet effet et sous quelle forme ?

En premier lieu, nous mettons l'accent sur l'acquisition de compétences par nos collaborateurs nationaux. Cela doit nous permettre de réduire progressivement l'appel aux collaborateurs expatriés. Pour cela, nous consacrons chaque année en moyenne environ 2,6 millions de FCFA par collaborateur. Un autre élément est la promotion de la mobilité internationale pour que nos hauts potentiels puissent acquérir une expertise internationale.

Au-delà, Total Gabon a été pionnière, encore une fois, en signant dès mai 2014 une convention avec l'Office National de l'Emploi (ONE) afin de promouvoir l'employabilité des jeunes. Aujourd'hui, ce sont plus de 140 jeunes que nous avons accueillis et à qui nous avons redonné confiance en leur permettant d'utiliser leurs acquis ou en les accompagnant dans l'apprentissage de nouvelles compétences.



Crédit photo : © DR

ECONOMIE GABON + : Les problématiques avec les salariés du groupe sont-elles réglées ? Souhaitez-vous revenir sur le sujet ?

L'année 2018 a été marquée par deux mouvements de grève, respectivement de 11 jours en juillet et d'une journée en décembre. Il n'est pas question ici de polémiquer sur le bienfondé des mots d'ordre lancés par le syndicat du secteur pétrolier, mais de rappeler l'importance des valeurs historiques de Total Gabon : l'Écoute, le Dialogue et le Respect de l'Autre. La mise en œuvre de nos valeurs nous a toujours permis de traiter avec calme les doléances du personnel. Les instances représentatives du personnel vont être renouvelées et conformément à nos valeurs, nous entendons reprendre le dialogue dans un climat serein et apaisé afin d'apporter des réponses aux questions raisonnables et légitimes soulevées par les collaborateurs.

ECONOMIE GABON + : Souhaitez-vous aborder un autre sujet ? Nos colonnes vous sont ouvertes.

Le dernier mot sera à l'adresse des collaborateurs de Total Gabon. Notre entreprise a été à l'origine de la découverte de plus de 80 % des hydrocarbures développés économiquement au Gabon. Cet héritage nous oblige à être à la hauteur de notre histoire. Ces dernières années, nous avons accompli un travail important. Il s'est traduit par l'amélioration de notre performance sécurité et la restauration de nos équilibres financiers. Nous pouvons en être fiers. Mais l'année 2018 a souligné nos fragilités, avec une production en deçà de nos objectifs. Notre mobilisation doit être totale pour consolider nos processus et améliorer notre efficacité opérationnelle. Cela passe par un travail sur nos comportements individuels et l'amélioration de notre efficacité collective. Il y va de la réalisation de notre ambition de rester le « leader responsable, durable et rentable ! » ■

TOTAL GABON, PIONNIÈRE DEPUIS 90 ANS DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE AU GABON, ET RÉSOLUMENT TOURNÉE VERS LE FUTUR.

Engagée pour une énergie meilleure, c'est-à-dire sûre, disponible, abordable et propre, Total Gabon contribue au développement des ressources pétrolières du pays. En partenariat avec la République Gabonaise, Total Gabon s'engage en investissant dans l'éducation, la santé, la recherche médicale, et la protection de l'environnement.



www.total.ga

TOTAL GABON

OILIBYA DEVIENT OLA ENERGY

Monsieur Donald Emerant, Directeur Général d'OLIBYA Gabon, nous accorde la primeur médiatique. Il nous dévoile les raisons de ce changement de dénomination. OLA ENERGY signifie : Oil Lybia Africa. La raison en est justifiée par l'ambition d'être une grande compagnie purement africaine, ce qui nécessite une neutralité identitaire. Le baptême officiel de cette nouvelle appellation sera effectif très bientôt. Nous ne manquerons pas de vous présenter le nouveau logo et de développer le sujet.

Mais le dossier de cette édition est consacré aux ressources minières et aux sujets connexes. Nous sommes allés visiter les installations de ce grand collecteur et distributeur de carburant à Port-Gentil.

Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON + : Le grand public connaît vos stations de distribution, mais moins la face discrète de votre chiffre d'affaires. Pouvez-vous développer ?

D. Emerant, DG de OLA Energy Gabon. Comme vous le savez, une énergie doit être produite pour le fonctionnement des véhicules, des appareils électriques se trouvant dans les domiciles privés ou dans les entreprises. Au Gabon, certaines entreprises excentrées n'ayant pas accès à l'électricité de la SEEG sont obligées de produire leur propre énergie. À ces entreprises, nous fournissons le carburant et le lubrifiant indispensables au fonctionnement de leur générateur d'énergie. Les ventes à ces grands comptes pèsent 48 % de notre chiffre d'affaires.

ECONOMIE GABON + : Où sont positionnés vos stocks ? Comment les gérez-vous et quels sont les coûts inhérents à l'exploitation de ces dépôts ?

Guy Modeste MBAZOGO NDONG, Directeur des opérations. Les stocks de carburant se trouvent en général dans les différents dépôts du pays, SGEPP pour Libreville et Moanda, un dépôt d'un autre confrère à Lambaréné et deux dépôts OLA Energy Gabon à Port-Gentil et Ndjolé. Ces deux derniers dépôts ont été construits par MOBIL respectivement dans les années 1954 et 1974. Ils entreposent le carburant



M. Félix EDOU, Responsable du dépôt de Port-Gentil

des distributeurs en république gabonaise. Si nous devons reconstruire aujourd'hui celui de Port-Gentil, cela coûterait entre 30 et 40 m^{ds} de F CFA. Les frais d'entretien de nos dépôts de Ndjolé (9000 m³) et de Port-Gentil (17 000 m³) s'élèvent à 1 100 m^{ds}/an uniquement en frais de fonctionnement, maintenance, salaires etc. La réglementation est drastique, tous les 10 ans, les bacs sont nettoyés, inspectés; l'épaisseur des tôles est mesurée et l'ensemble des structures

est remise en état. Cette année, OLA Energy a budgété 500 millions d'investissements à cet effet. L'an dernier, les travaux de réfection du système de lutte incendie ont coûté 200 millions de F CFA.

Les carburants (gasoil, essence sans plomb, kérosène) sont livrés techniquement par la raffinerie nationale (SOGARA). À Port-Gentil, OLA Energy Gabon commande du produit au nom des distributeurs. Celui-ci est

réparti au dépôt de Port-Gentil en fonction des parts de marché de chaque marketer, Pétro Gabon, Total Marketing Gabon, Engen Gabon et Ola Energy Gabon. C'est aussi à partir de ce dépôt OLA Energy Gabon de Port-Gentil que sont chargées les barges pour alimenter les dépôts de l'intérieur du pays en carburant, notamment Lambaréné et Ndjolé.

ECONOMIE GABON + : Comment rentabilisez-vous ces frais ?

La rémunération de cette fonction est payée par l'État dans le cadre de la structure des prix définis par notre ministère de tutelle. Pour être précis, sur chaque litre de carburant sortant de nos dépôts, nous encaissons 8 F CFA. À titre de comparaison, notez qu'au Congo, ces frais de passage sont fixés à 11 F CFA et que cette contribution atteint les 13 F CFA dans d'autres pays. Cet écart fait la différence et se traduit par des investissements supérieurs. Nous, nous nous battons avec le GPP (Groupement des Professionnels du Pétrole) pour que cette subvention soit revue à la hausse, ce qui nous permettrait d'investir davantage dans les dépôts.

ECONOMIE GABON + : Félix EDOU, responsable du dépôt de Port-Gentil, nous précise quelques détails.

Les hydrocarbures raffinés sont stockés dans 2 dépôts principaux dont l'un est tenu par la SGEPP à Owendo. Ils desservent la zone du Haut-Ogooué par train tandis que la province de l'Estuaire est livrée par camions citernes. Le dépôt OLA ENERGY de Port-Gentil livre les hydrocarbures à 2 dépôts secondaires (dépôts de Lambaréné et de Ndjolé) et aux grandes sociétés pétrolières telles que PERENCO, TOTAL GABON, VAALCO, BW Energy, etc. qui ont des besoins considérables pour faire fonctionner leurs infrastructures 24h/24. Ils viennent s'approvisionner avec des bateaux qui peuvent transporter jusqu'à 500 000 litres. Les hydrocarbures entreposés sont la propriété de quatre marketeurs : Total Marketing Gabon, Pétro-Gabon, Engen Gabon et Ola Energy Gabon.

ECONOMIE GABON + : Quelles sont les capacités de stockage dans vos entrepôts de Port-Gentil pour le gasoil, l'essence et le kérosène ?

10 950 000 litres de gasoil + 2 000 000 litres d'essence et 3 530 000 litres de kérosène ■

LE GROUPE OLAM, LA CHINE ET LE MAROC SONT LES CHAMPIONS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS AU GABON

La rédaction

Traditionnellement dirigés vers les secteurs pétrolier et minier, les investissements directs étrangers (IDE) au Gabon ont connu une forte augmentation depuis 2012 malgré la crise pétrolière, principalement grâce au groupe Olam, à la Chine et au royaume chérifien.

La filiale gabonaise de la singapourienne Olam international a orienté ses investissements vers le secteur agroalimentaire et les infrastructures. Selon la CNUCED, en 2017, le stock d'IDE au Gabon représentait 9,4 m^{ds} de dollars US (70,6% du PIB), en constante augmentation depuis 2012. Cela, grâce notamment à la diversification de l'économie entreprise par le gouvernement grâce aux investissements du groupe Olam.

Établi au Gabon depuis près de 20 ans, Olam Gabon est désormais l'un des principaux investisseurs étrangers dans le pays. Contrôlé

par le fonds souverain singapourien Temasek depuis 2005, le groupe se concentre sur la production d'huile de palme et la culture de l'hévéa.

Progressivement, via la GSEZ, Olam va étendre ses activités à l'industrie du bois (création d'une zone économique spéciale consacrée à l'industrie du bois) et aux infrastructures (construction-aménagement d'un port de commerce et d'un terminal minéralier), manifestant ainsi sa volonté d'être présent dans la chaîne logistique gabonaise. Plus récemment, Olam a investi le secteur aéroportuaire puisque GSEZ airport a été désigné pour construire et opérer le futur aéroport de Libreville (investissement d'environ 350-400 M\$). Ainsi depuis 2010, Olam a investi près de 2 m^{ds} d'euros, soit plus de 45 % du montant total des IDE entrants au Gabon sur la période.

LA CHINE ET LE MAROC EN EMBUSCADE

Outre Olam, la Chine et le Maroc se positionnent comme d'importants pourvoyeurs d'IDE au Gabon. Ces dernières années, ces deux pays sont progressivement devenus des sources d'investissements importants pour le Gabon.

Le stock des investissements chinois au Gabon a dépassé le milliard de dollars. Environ 60 entreprises chinoises sont installées sur place, dont une trentaine de grandes entreprises publiques. Les principaux investissements chinois expriment une présence ciblée, dans l'exploitation pétrolière avec deux sociétés (Addax et Sino Gabon), le secteur du bois (les entreprises chinoises exploitent 55% de la forêt gabonaise) et les mines, avec la

Compagnie industrielle et commerciale des mines de Huazhou, qui extrait 9% du minerai de manganèse gabonais.

Le Maroc, 14^e fournisseur du Gabon, compte également des investissements dans de nombreux secteurs pour un montant total estimé à quelques 600 M\$, les entreprises marocaines ayant investi dans de nombreux secteurs de l'économie gabonaise (la banque, les télécoms, les assurances, les mines, les infrastructures, le transport et le BTP).

Ces investissements sont protégés par un accord de protection et de promotion réciproque des investissements (signé en 1979, renouvelé en 2004), auquel est venue s'adjoindre une convention de non double-imposition en 1999 ■

Source : lenouveaugabon.com

GABON : DE GROS PROJETS POUR COMILOG EN 2019

L'ouverture d'une nouvelle mine, la construction d'une nouvelle laverie, le renforcement logistique... autant de projets qu'Eramet compte développer au Gabon au cours des cinq prochaines années en investissant 600 millions d'euros (plus de 394 m^{ds} de F CFA). Des ambitions déclinées par le nouveau représentant d'Eramet au Gabon, Monsieur Bruno FAOUR, le 25 février à Libreville.

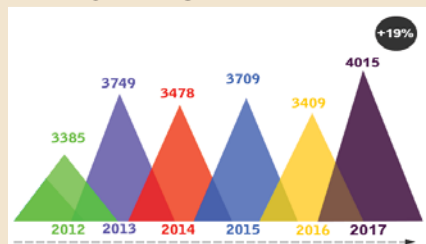
COMILOG du groupe ERAMET est le 2^e producteur mondial de minerais de manganèse à haute teneur. L'évolution du chiffre d'affaires de COMILOG reflète la hauteur des investissements consentis d'année en année.

JAM

EN MILLIARDS DE F CFA

2011	=	379.6
2012	=	314
2013	=	407.5
2014	=	340.6
2015	=	308
2016	=	360
2017	=	635

EN TONNAGE



Bruno FAOUR, Directeur Général Groupe Eramet Gabon

« L'année 2019 sera une année particulièrement importante pour le groupe Eramet au Gabon puisque c'est à la mi-année que les conseils d'administration d'Eramet et Comilog devront se prononcer sur le lancement du projet de développement de Comilog. L'investissement total de près de 600 millions d'euros sur cinq ans devrait permettre à Comilog de monter sa production à 7 millions fin 2023 ».

Ces investissements touchent également la Société d'exploitation du Transgabonais (Setrag).

« Pour suivre ce développement de Comilog et le développement espéré des autres utilisateurs du chemin de fer, nous visons un doublement de la capacité de la voie à ce même horizon. Pour cela, le Programme de remise à niveau (PRN) sera poursuivi et renforcé ».

Ces projets stratégiques pour la croissance du groupe Eramet et pour le développement économique du Gabon sont la traduction industrielle d'un plan de transformation d'Eramet lancé en 2017 par Christel Bories, PDG du

groupe. « Ce plan que nous appelons Neways vise à une transformation managériale en profondeur permettant un relèvement de nos ambitions dans tous les domaines et en particulier dans deux d'entre eux ».

Ces deux domaines spécifiques tournent autour de la sécurité au travail et de la responsabilité sociétale et environnementale (RSE). À ce niveau, Eramet souhaite accroître les efforts de Comilog et Setrag déjà très actifs dans la santé, l'éducation, le sport, l'environnement et la biodiversité. « Comilog et Setrag ont élaboré d'importants plans RSE qui ont été approuvés par les conseils d'administration des deux entités et qui pourront donc être mis en œuvre progressivement. Il s'agit de projets de développement dans le respect des règles de sécurité les plus strictes et du souhait légitime des populations d'un retour positif, tant en matière environnementale que sociétale ».

Les principaux résultats de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) de l'exploitation du gisement d'Okouma (projet Comilog 2020) ont fait l'objet d'un atelier de restitution par les experts de Golder et Géoguide, bureaux d'études spécialisés dans le secteur minier, et de Biotope, bureau spécialisé en écologie.

Ces audiences publiques qui se sont déroulées les 14 et 15 février 2019 à Moanda ont vu la participation des autorités politico-administratives du département de la Lebombi-Leyou, des responsables des ministères en charge de l'Environnement, des Mines, de l'Agriculture et ceux de la Comilog ■



Autour de nos engagements, tout devient possible.



VISA

BICIG mobile

Domaine Certifié :
Opérations documentaires



Avançons ensemble

www.bicig-gabon.com

Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) - Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de FCFA 18 000 000 000 Siège social 714, Avenue du Colonel Parant - BP 2241 Libreville (Gabon) - RCCM n° 2002 B 01732 - NIF 790027/A - Code Banque 40001 - Tél. : + 241 01 76 26 13 Fax : + 241 01 74 40 34 Email : bicignet@bnpparibas.com



QU'EST-CE QUE LE LI-FI ?

Nombreux sont ceux qui en ont entendu parler, mais ils sont beaucoup plus rares à savoir expliquer de quoi il s'agit exactement. Pour faire simple, on peut dire qu'il s'agit de l'Internet par la lumière.

P. Chandezon

L'acronyme Li-Fi signifie « Light Fidelity » où *light* se réfère à la lumière. Ce terme a été proposé pour la première fois par Harald Haas, enseignant-chercheur à l'université d'Édimbourg, lors d'une conférence TED en 2011, en droite ligne des termes Hi-Fi pour « High Fidelity » et Wi-Fi pour « Wireless Fidelity » ou *wireless* renvoie à l'usage des ondes radio, deux termes beaucoup plus connus du grand public.

Le Li-Fi est un type de système VLC (Visible Light Communication). Il se différencie de la communication par laser, par fibre optique et de l'IrDa par ses couches protocolaires. Les couches protocolaires du Li-Fi sont adaptées à des communications sans fil.

La première démonstration de communication optique date de 1880, quand Alexander Graham Bell, connu pour l'invention du téléphone, montra son *photophone* capable de transmettre le son de sa voix sur plusieurs centaines de mètres en utilisant la lumière du soleil. Il fit sa première expérience de photophone en 1880, en utilisant le système mis au point en 1876 par Samuel Morse (communication par des signaux lumineux sur de grandes distances) en code morse. Bell y ajouta un canal audio. Par la suite, le téléphone supplanta le photophone que BELL considérait pourtant comme sa plus grande invention. Bell dira à propos du photophone : « *Can*

La première démonstration de communication optique date de 1880, quand Alexander Graham Bell montra son photophone capable de transmettre le son de sa voix

imagination picture what the future of this invention is to be? » (L'imagination permet-elle de se représenter ce que sera l'avenir de cette invention ?)

Puis vint l'invention de la LED. Le développement du Li-Fi est fortement corrélé avec le développement des diodes électroluminescentes, ou LED, puisqu'elles sont les seules sources de lumière (avec les lasers) à avoir des capacités de commutation très rapides (jusqu'à un milliard de fois par seconde).

En 1973, consécutivement à la première crise pétrolière, l'heure était aux économies d'énergie : c'est le début des lampes fluorescentes en 1980 qui réduisent de 80 % la consommation énergétique, mais contiennent toujours du mercure.

En 2005, Shuji MAKAMURA a changé la lumière bleue et froide d'une diode en lumière blanche grâce à une couche de revêtement au phosphore, invention pour laquelle il a obtenu le prix Nobel de physique, créant ainsi la lumière LED : Dans ce type de lampe, 87 % de l'énergie est

convertie en lumière et 13 % en chaleur.

Dès 2005, c'est au Japon et en France que les premières expériences de communications Li-Fi avec des luminaires LED se feront connaître, les précurseurs dans ce domaine étant les chercheurs de l'université Keiō à Tokyo et ceux du Pr Suat TOPSU de l'université



Pendant que le Li-Fi est en cours d'expérimentation en Europe, il en est déjà au stade de la commercialisation en Afrique.

de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, fondateur de la start-up Oledcomm dans le domaine du LI-FI. En Écosse, Harald Haas fonde la société PureLifi au sein de l'université d'Édimbourg pour développer sa technologie. Depuis 2010, avec la généralisation des LED, notamment dans le bâtiment, plusieurs acteurs académiques et industriels se lancent dans l'étude et le développement de solutions Li-Fi. Le Li-Fi est basée sur l'utilisation de la lumière visible, de longueur d'onde comprise entre 480 nm (670 THz, bleu-vert) et 650 nm (460 THz, orange-rouge). Le principe du Li-Fi repose sur le codage et l'envoi de données via la modulation d'amplitude des sources de lumière selon un protocole bien défini et standardisé.

« La gestion du Li-Fi redéfinira le big-data ». Le Li-Fi permettra de changer la société. Le réseau 5G se développant depuis plus de 10 ans sera mis en place en 2020 et permettra de passer 200 Mb/s à un gigabit par seconde. Le Li-Fi peut fournir 252 gigabits par seconde soit 250 fois plus que la 5G et 2 500 fois plus que la 4G.

Le Li-Fi peut rendre tous les services rendus aujourd'hui par les satellites. Le Wi-Fi a ses limites de fonctionnement, par exemple sous terre et dans les milieux métalliques. On compte par exemple 4000 km de fibre optique dans le port d'Anvers. Les ondes radio ont un impact certain sur notre santé. Le maximum autorisé est de 620 mV par mètre. Ce maximum est souvent dépassé dans les lieux publics comme les écoles ou les hôpitaux. Internet est un environnement très peu sécurisé. Le Li-Fi peut transformer la sécurité sur Internet, car chaque LED est un point de connexion unique. De nombreux grands groupes et des start-ups travaillent sur la commercialisation de ces solutions.

À Paris, à l'occasion d'une conférence, France Télévisions et une start-up ont fait une présentation publique de cette technologie avec des démonstrations de streaming audio et vidéo de programmes du groupe public. En avril 2016, EDF lançait un projet expérimental d'éclairage extérieur Li-Fi dans le quartier *Camille Claudel* de Palaiseau. En février 2018 se tenait au Palais Brongniart la première édition du Global Li-Fi Congress, congrès international dédié au Li-Fi et visant à permettre aux chercheurs et industriels de créer des synergies pour développer le Li-Fi.

Pendant que le Li-Fi est en cours d'expérimentation en Europe, il en est déjà au stade de la commercialisation en Afrique. En effet, M. Ange Frédéric BALMA, fondateur de la société LiFi LED basée en Côte d'Ivoire a fait le pari de « réduire le problème du déficit énergétique et de l'accès à l'électricité pour tous, et d'autre part, de résoudre la problématique d'une connectivité à Internet haut débit » par le déploiement d'un Li-Fi communautaire dans les zones rurales en Afrique. Ce saut technologique est effectif dans deux villages des environs d'Abidjan. Le kit comprend notamment le raccordement de 30 habitations, l'éclairage de la voirie et le déploiement d'une infrastructure embarquant du contenu éducatif à des coûts défiant toute concurrence

Le Burkina Faso lui emboîte le pas avec l'installation d'un site pilote en mars 2019. LIFI LED est représenté au Gabon par la société SitiMobile* ■

contact@sitimobile.com

Téléphone +241 07 80 11 11

WWW.ECONOMIE-GABON.COM

SUR NOTRE SITE

ÉCONOMIE GABON* FAIT PEAU NEUVE AVEC LA REPENTE DE SON SITE INTERNET... REDECouvrez L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE DU GABON ET DE LA DIASPORA À TRAVERS NOTRE VITRINE WEB

FLASHEZ CE CODE AVEC VOTRE SMARTPHONE ET VISITEZ NOUS

AIR FRANCE DANS LES AIRS ET SUR TERRE



Crédit photo : © AF

Air France s'engage pour la protection de l'environnement.

Communiqué

Le 2 février, Air France a organisé une journée citoyenne en partenariat avec l'Agence Nationale des Parcs Nationaux du Gabon (ANPN). Dans ce cadre, la compagnie a proposé à ses salariés, issus de tous les corps de métiers, de s'engager à participer à la préservation des espaces naturels. Le programme mis en place fut marqué par une opération de nettoyage des plages du Cap Esterias et la transformation des déchets collectés. Les 5 m3 de plastique ramassés sur seulement 300 m de plage du Cap ont été traités et recyclés dans une fabrique de pavés directement sur la plage. Déposés dans un grand récipient, les débris plastiques mélangés à du sable ont été chauffés sur un foyer artisanal, mixés et versés dans un moule au format d'une brique. Ce processus simple et peu onéreux pourrait servir d'exemple, se démocratiser au Gabon et pourquoi pas ailleurs.

Cette journée citoyenne aura rassemblé une trentaine de collaborateurs Air France avec en tête Frédéric Descours,

DG Air France KLM Afrique Centrale, le Professeur Lee White, l'archéologue Richard Oslisly et Kevin Lekogo Kiana, Responsable de l'Arboretum Raponda Walker.

Par cet engagement citoyen Air France marque son intérêt et l'attention portée au développement durable. La stratégie de la compagnie est construite sur quatre piliers : **environnement, expérience client, politique sociale et développement local**. C'est une vocation du groupe et une démarche appliquée dans tous les pays dans lesquels nous sommes implantés.

“Nous avons pour vocation de contribuer à la protection environnementale des territoires dans lesquels nous opérons”.

Ce sont aussi des valeurs humaines d'engagement, de solidarité, de partage. Cette action menée conjointement avec des acteurs de différents horizons a pour objectif de participer à la protection de l'environnement local et de renforcer la cohésion entre les collaborateurs de la compagnie et les bénévoles investis dans ce mouvement.

DECHETS ET ECONOMIE CIRCULAIRE CHEZ AIR FRANCE

Notre compagnie Air France est un groupe aérien conscient du rôle qu'il peut jouer dans sa chaîne d'approvisionnement en choisissant des produits plus responsables et issus de l'économie circulaire. Tout le monde peut participer au recyclage, lutter contre le gaspillage et adopter les bonnes pratiques. Au cœur de ce projet, les 4R de l'économie circulaire : **Repenser, Réduire, Réutiliser, Recycler**. L'ambition est de faire entrer encore davantage de produits et services dans un cycle de vie vertueux, dès leur phase de conception et dans chaque processus.

MOBILISER LES CLIENTS DANS LES INITIATIVES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Afin de mieux identifier les actions liées au développement durable, le Groupe a créé le label « Takes Care ». Air France-KLM est toujours dans le classement Fortune's World's Most Admired Companies 2017 et atteint la cinquième place dans la catégorie « Compagnies Aériennes ». Les décideurs économiques interrogés ont notamment relevé d'excellentes performances en matière d'innovation, de qualité des produits et services ou encore de responsabilité sociale et environnementale.

QUELQUES CHIFFRES

- 8% de déchets depuis 2011
- 18 % d'émissions de CO2 depuis 2011
- 93% des déchets non-dangereux recyclés et revalorisés
- 12,8 millions de casques audios reconditionnés, recyclés et réutilisés

LA COMMISSION EUROPÉENNE S'ENGAGE EN FAVEUR D'UN SECTEUR AGROALIMENTAIRE DURABLE EN AFRIQUE

La task force pour l'Afrique rurale a remis jeudi à Bruxelles son rapport final, un agenda agroalimentaire et rural pour la nouvelle «Alliance Afrique-Europe pour des investissements et des emplois durables», présentée par le président de la commission européenne Jean-Claude Juncker dans son discours de 2018 sur l'état de l'Union.

La rédaction



Crédit photo : © DR

Selon les recommandations de ce groupe d'experts africains et européens, l'Afrique et l'UE devraient développer un partenariat à trois niveaux : interpersonnel, interentreprises et intergouvernemental. Un dialogue multipartite

serait ainsi institué à tous les niveaux, local tout d'abord, et permettrait un rapprochement entre les sociétés, les milieux d'affaires et les gouvernements d'Afrique et d'Europe.

Lancée en mai 2018 par la Commission européenne, la task force a été créée pour

dispenser des conseils sur le renforcement du partenariat Afrique-Europe dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture. La Commission européenne assurera le suivi et la mise en œuvre de plusieurs actions recommandées par ce groupe d'experts en vue de soutenir le développement du secteur agroalimentaire et de l'économie rurale en Afrique.

Se fondant sur certaines des recommandations à court terme formulées par la task-force, la Commission européenne commencera par mettre en application les projets suivants: programmes de jumelage et d'échanges entre organismes agricoles africains et européens; plateforme UA-UE sur le secteur agroalimentaire et pôles d'innovation. Ces pôles permettraient de regrouper des systèmes nationaux de recherche et d'enseignement supérieur, des agriculteurs, leurs organisations et des acteurs du secteur privé afin de faciliter, entre autres, l'innovation numérique et le développement des compétences.

Le rapport remis aujourd'hui marque un tournant dans le processus destiné à renforcer la coopération entre l'UE et l'Afrique dans le secteur agroalimentaire, en recensant quatre domaines d'action stratégiques à moyen et long terme : création d'emplois, action pour le climat, transformation durable de l'agriculture africaine et développement de l'industrie alimentaire et des marchés alimentaires en Afrique.

Pour rendre ce processus ouvert et inclusif, la Commission lancera une consultation en ligne afin de recueillir directement les réactions des parties prenantes africaines sur l'approche stratégique adoptée par la task force et sur l'état des lieux des échanges et de la coopération dans le secteur agroalimentaire entre les deux continents. De même que le rapport présenté aujourd'hui, les résultats de cette consultation seront pris en compte lors de la troisième conférence ministérielle UA-UE sur l'agriculture, qui devrait se tenir à Rome en juin 2019.

De même, la création d'un groupe de mise en œuvre composé de représentants des ministères et du secteur privé en provenance d'Afrique et de l'UE permettra un suivi efficace. Le groupe sera présenté lors de la conférence ministérielle de Rome ■

Source : mediaterrre

CONSO & SANTÉ

NOTE D'INFORMATION DE MADAME LE DOCTEUR FRANÇOISE NDAYISHIMIYE DIRECTEUR PAYS ONUSIDA

ARV : UNE LUEUR D'ESPOIR GRÂCE À UNE RÉPONSE COMBINÉE GOUVERNEMENT – PARTENAIRES

En qualité de vecteur de communication, Economie Gabon+ accepte de relayer le message d’ONUSIDA parce qu’il nous semble être de notre responsabilité de véhiculer la bonne information en clarifiant la situation, sans alarmer inutilement les malades. L’objectif principal concerne le risque imminent de rupture généralisée d’ARV (traitement antirétroviraux) au Gabon

Anne-Marie JOBIN

LA SITUATION ET SES CAUSES

Le vendredi 15 février 2019, une réunion était organisée en urgence dans les bureaux du Programme National de Lutte contre le Sida et des IST (PNLIST) sous le leadership de la Direction Générale de Prévention du Sida (DGPS), avec comme unique point à l’ordre du jour, le risque imminent de rupture généralisée d’ARV au Gabon et la recherche de solutions possibles.

Les fournisseurs à qui la commande d’antirétroviraux (ARV) a été adressée ont annoncé un retard dans la livraison. En effet, en raison de disponibilité limitée de fonds, le pays commande les ARV par petites quantités, ce qui dans certains cas, n’intéresse pas beaucoup les fournisseurs qui eux-mêmes ne fabriquent ces produits que sur commande. Un budget estimé à 3 450 000 000 de F CFA est nécessaire pour la prise en charge annuelle des 34 000 malades sous ARV au Gabon. Fin 2018, environ 900 000 000 F CFA avaient été débloqués par le gouvernement pour l’achat des ARV, ce qui couvre moins d’un tiers (1/3) des besoins et a engendré l’épuisement de tout le stock de sécurité constitué avant 2018. Depuis un certain temps, les petites commandes passées souvent en urgence coûtent au gouvernement gabonais environ deux fois plus cher par malade si nous comparons avec les coûts dans les autres pays d’Afrique.

Il existait par le passé un **Fonds de Solidarité National pour la lutte contre le sida mis en place pour assurer les commandes d’ARV et autres intrants de première nécessité**. Ces sources de financement n’existent plus depuis 2014. Le gouvernement couvre à lui seul l’achat des ARV et des intrants nécessaires pour la lutte contre le SIDA au Gabon, par le biais de son budget régulier.

Pour éviter la recrudescence de ruptures de stock isolées ou généralisées, et pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement dans son Plan stratégique national de lutte contre le sida 2018-2022, il faudrait notamment augmenter et rendre disponibles en temps utile les ressources nécessaires aux achats des médicaments sensibles et essentiels comme les ARV. Il faudrait non seulement envisager de remettre en place le Fonds de solidarité thérapeutique, mais aussi faire un plaidoyer afin d’obtenir des fonds additionnels pour une réponse complète à la pandémie du sida au Gabon.

ACTIONS À COURT TERME ACTUELLEMENT EN COURS :

- Une liste quantifiée des produits utilisés au Gabon et des besoins d’urgence a été rendue disponible par la DGPS depuis plus d’une semaine.
- Le gouvernement est en train de tout faire pour éviter que le pire arrive : outre les commandes

d’anti rétroviraux en cours, contact a été pris avec les ambassades des pays voisins et lointains pour répondre à l’urgence dans le cadre de la coopération Sud-Sud et au-delà.

- L’OMS a lancé l’alerte dans son réseau dès qu’elle a reçu l’information et a déjà un retour de la part de certains pays de la sous-région.

- UNICEF est en contact avec le bureau régional et certains pays pour étudier les opportunités.

- ONUSIDA a envoyé la liste des besoins au niveau régional et le dossier a été traité dans le cadre de la JURTA (*équipe régionale conjointe des agences des Nations-Unies et partenaires*). La même démarche a été fait avec d’autres pays susceptibles d’avoir des surstocks dans la sous-région et ailleurs.

- Ces démarches combinées entre le gouvernement et les partenaires semblent porter leurs fruits pour éviter le pire.

ACTIONS À MOYEN ET LONG TERME À ENVISAGER :

- Au cours de la réunion du 4 mars conduite par le Premier ministre qui réunissait tous les ministères concernés par la question en vue de la recherche d’une solution pérenne, le gouvernement a promis d’allouer une enveloppe importante pour la prévention des pénuries et des risques de ruptures à l’avenir.

- Une étude financée par ONUSIDA est prévue en 2019 dans l’objectif d’identifier le nombre exact de personnes vivant avec le VIH suivies dans les structures médicales.

- D’autres solutions, notamment des commandes groupées, la négociation des prix et la mise en place d’outils et d’assurances pour la bonne gestion des médicaments sont à envisager afin d’éviter la recrudescence de ruptures.

- Cette approche nécessite une réflexion profonde, un engagement réel des structures concernées et des décideurs ainsi qu’un appui de la part des partenaires techniques et financiers.

- Il faudrait faire un plaidoyer soutenu auprès du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria et du PEPFAR (President’s Emergency Plan for AIDS Relief) pour envisager la levée des restrictions limitant des emprunts d’ARV à certains pays bénéficiaires de ces institutions et aussi pour que le Gabon puisse utiliser les voies de commandes d’urgence et à des prix préférentiels.

- La mobilisation des ressources additionnelles aussi bien internes qu’externes pour le Gabon devrait être la priorité de tous.



flyafrijet.online

by AFRIJET

Valable du 28 octobre 2018 au 30 mars 2019, en heures locales.

De	Vers	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Brazzaville	Libreville	16H15		14H00		14H00		
	Port-Gentil	16H15		14H00		14H00		
	Douala					14H00		
	Franceville			14H00				
Douala	Libreville	11H30	16H15	15H00		18H15		14H45
	Port-Gentil	11H30	16H15	15H00		18H15		14H45
	Brazzaville	11H30						
	Pointe-Noire							14H45
	Sao Tomé					18H15		13H45
Franceville	Brazzaville			12H00		12H00		
	Libreville	12H15	14H45	15H30	14H45	15H15	12H15	14H45
	Port-Gentil	12H15	14H45	15H30	14H45	15H15	12H15	14H45
Libreville	Brazzaville	13H30		10H00		10H00		
	Franceville	10H00	-	10H00	-	10H00	10H00	-
	Pointe-Noire		10H00		10H00			17H15
	Port-Gentil	07H30	07H30	07H30	07H30	07H30	07H30	-
		17H30	17H30	17H30	17H30	17H30	17H30	17H30
		21H30	-	21H30	-	21H30	21H30	-
		21H45	21H45	21H45	21H45	21H45	-	21H45
	Sao Tomé				17H45	16H30		11H15
	Douala	08H15	14H30	10H30		16H30		12H00
	Yaoundé	08H15				08H15		
Pointe-Noire	Libreville		12H15		13H45			19H30
	Port-Gentil		12H15		13H45			19H30
	Douala		12H15					
	Sao Tomé				13H45			
Port-Gentil	Brazzaville	08H30		08H30		08H30		
	Libreville	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	-
		-	11H00	-	11H00	-	-	09H45
		-	-	-	15H30	-	-	11H00
		18H30	18H30	18H30	18H30	18H30	18H30	-
		19H00	19H00	19H00	19H00	19H00	-	19H00
	Pointe-Noire		08H30		08H30			11H00
	Douala		11H00	08H30		08H30		09H45
	Sao Tomé				15H30			09H45
Sao Tomé	Franceville	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	08H30	09H45
	Libreville				18H30	19H00		14H30
	Port-Gentil				18H30	19H00		14H30
	Pointe-Noire							14H30
Yaoundé	Douala							12H00
	Libreville	10H00				10H00		
	Brazzaville	10H00						

Vols directs

Vols avec escale

Follow us on :

 facebook.com/afrijet

 flyafrijet.online



Côte boursière



Union Gabonaise de Banque

Devises/F CFA	31/12/18	01/02/19	Variation
USD – Dollar américain	572,8882	570,9932	-0,33%
GBP – Livre britannique	733,2979	748,9804	2,14%
CAD – Dollar Canadien	420,3505	434,1498	3,28%
CHF – Franc suisse	582,0898	574,9470	-1,23%
ZAR – Rand sud-africain	39,8530	43,0362	7,99%
JPY – Yen japonais	5,2122	5,2556	0,83%
AED – Dirham des Emirats Arabes Unis	156,2100	155,5765	-0,41%
CNY – Yuan	83,2951	85,1782	2,26%
MAD – Dirham marocain	59,8883	60,1569	0,45%

	31/12/18	01/02/19	Variation
Brent (USD / Baril)	53,80	62,75	16,64%
WTI (USD / Baril)	45,41	55,26	21,69%
Or (USD / once)	1 282,49	1 317,98	2,77%
CAC 40 (EUR)	4 730,69	5 019,26	6,10%
Euro stoxx 50 (EUR)	3 001,42	3 171,12	5,65%
DOW JONES (USD)	23 327,46	25 063,89	7,44%

TAUX BEAC EN VIGUEUR

Taux d'intérêt des appels d'offres :

Taux d'intérêt des prises en pension :

Taux d'intérêt sur placement 7 jours :

Taux d'intérêt sur placement 28 jours :

Taux créiteur minimum :

3,5%

6,00%

0,00%

0,0625%

2,450%

new

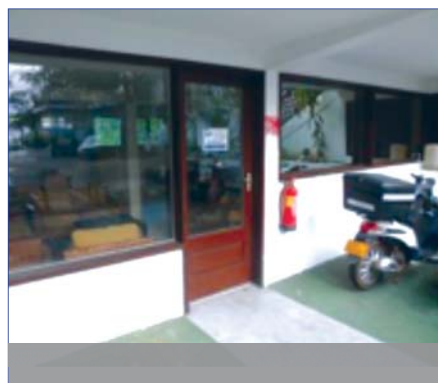
new

BICP

LEADER DU **CONSEIL IMMOBILIER** AU GABON



NOS PRODUITS À DISPOSITION



Immeuble BICP, bord de mer - 1474, Av. G. Pompidou / BP 4562 Libreville - Gabon
Fixe : (+241) 01 73 18 80 / Portable : (+241) 05 31 70 00 / 07 72 42 43
Email.: pchandezon@gmail.com - servicecommercial@bicpgab.com / Site internet : www.bicpgab.com
Burkina Faso : Zone Zaca 10 BP 13589 - Ouagadougou - Tél : +226 25 30 00 14 / 77 68 64 64



NOUS DONNONS DU SENS A VOTRE ROUTE

OilLibya